

Revue exécutive sur l'avenir industriel de l'Afrique

# The Africa I See Chronicle.

*Là où les bâtisseurs de l'Afrique façonnent l'avenir.*

THÈME Financer le siècle industriel de l'Afrique

01 Mobiliser les capitaux

02 Gérer les risques

03 Faciliter les échanges

## DANS CE NUMÉRO

L'Éditorial  
Table ronde des bâtisseurs

Grand entretien  
Intelligence industrielle  
africaine

Conçu pour le numérique

Conçu pour l'Afrique. Partagé avec le monde.

PUBLIÉ EN COLLABORATION STRATÉGIQUE AVEC

AVEC LE SOUTIEN DE



# Une chronique pour celles et ceux qui financent le prochain chapitre industriel de l'Afrique.

**Cette première édition examine comment le Centre financier international de Maurice peut mobiliser les ressources mondiales au service de la transformation industrielle de l'Afrique.**

Elle rassemble des analyses sur l'architecture du capital, le transfert des risques, la sécurité juridique et la connectivité commerciale - autant de systèmes qui transforment les opportunités en une croissance productive et investissable.

## À PROPOS DE CETTE ÉDITION

**Une publication complémentaire de The Africa I See Conversation.**

Publiée pour Ébène 2026 et conçue pour les investisseurs institutionnels, les décideurs publics, les institutions financières et les dirigeants d'entreprise.

**Le siècle industriel de l'Afrique ne sera pas financé par le capital seul. Il sera financé par la confiance.**



Illustration éditoriale : un leadership africain de l'investissement au service des infrastructures industrielles et logistiques.

# Au sommaire de l'édition d'Ébène 2026.

Un volume complémentaire de The Africa I See Conversation - Ébène 2026.

VOLUME 1 • NUMÉRO 1

|                       |                                                                         |    |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------|----|
| L'ÉDITORIAL           | Financer le siècle industriel de l'Afrique                              | 4  |
| ARTICLE DE COUVERTURE | L'Afrique, l'océan Indien et la nouvelle architecture des échanges      | 6  |
| GRAND ENTRETIEN       | Bâtir le siècle industriel de l'Afrique                                 | 14 |
| PERSPECTIVE EXÉCUTIVE | Maurice : la porte d'entrée de l'Afrique pour l'investissement mondial  | 18 |
| PERSPECTIVE EXÉCUTIVE | Mobiliser les capitaux, gérer les risques et faciliter les échanges     | 21 |
| PERSPECTIVE EXÉCUTIVE | Structurer les capitaux pour la transformation de l'Afrique             | 24 |
| PERSPECTIVE EXÉCUTIVE | MCB mobilise un milliard de dollars pour dynamiser le commerce africain | 28 |
| PERSPECTIVE EXÉCUTIVE | Réduire les risques des investissements stratégiques en Afrique         | 32 |
| DONNÉES EXÉCUTIVES    | Cinq secteurs stratégiques et l'Afrique à l'échelle industrielle        | 38 |
| SOURCES ET NOTES      | Les preuves derrière la conversation                                    | 40 |
| RÉFLEXION FINALE      | L'Afrique que nous choisissons de financer                              | 41 |

*Une publication exécutive de référence consacrée à l'architecture financière de la transformation industrielle de l'Afrique.*

# Financer le siècle industriel de l'Afrique.

**L**a transformation industrielle ne se produit pas par hasard. Elle résulte de choix délibérés. Elle exige une vision, du leadership ainsi que la discipline d'investir dans les capacités productives bien avant que les bénéfices ne deviennent visibles. Au fil de l'histoire, chaque nation ayant transformé son économie a d'abord fait le choix stratégique de bâtir.

L'Afrique se trouve aujourd'hui devant cette même décision.

Le continent dispose d'abondantes ressources naturelles, d'une population jeune et dynamique, de marchés en expansion et d'opportunités sans précédent d'intégration régionale. Pourtant, ces atouts ne définiront pas à eux seuls l'avenir de l'Afrique. La prospérité ne naît pas du potentiel. Elle naît de la capacité à transformer ce potentiel en entreprises productives, en industries compétitives et en valeur économique durable.

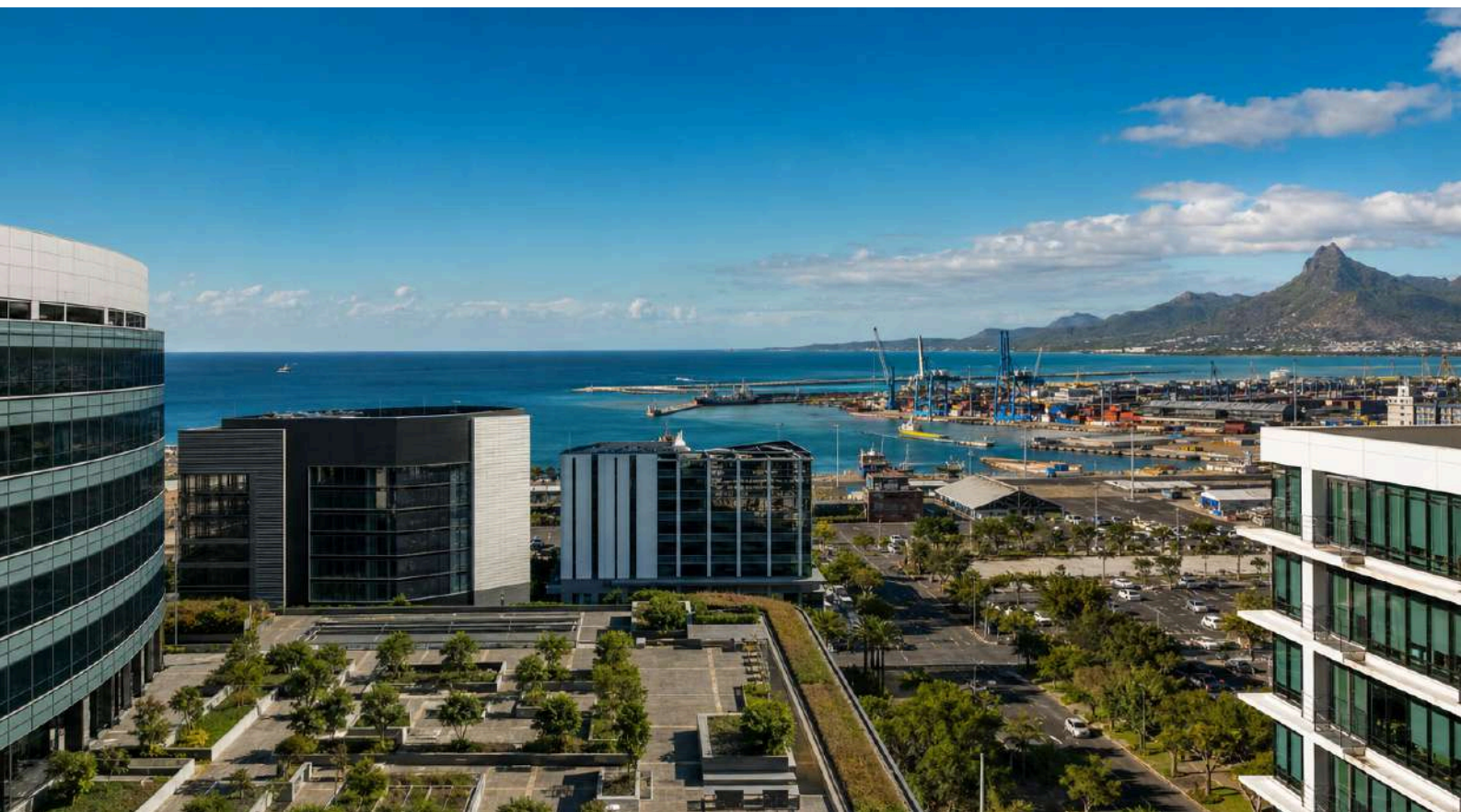
C'est le défi déterminant de notre génération.

L'avenir industriel de l'Afrique ne sera pas déterminé par

les ressources qui se trouvent sous son sol. Il dépendra de sa capacité à mobiliser les capitaux, à gérer les risques et à faciliter les échanges. Ces priorités ne sont pas distinctes. Ensemble, elles constituent les fondations d'industries résilientes, de chaînes de valeur intégrées et d'économies compétitives.

Financer ne signifie donc pas simplement accéder au capital. Il s'agit de créer la confiance : une confiance qui encourage l'investissement, soutient l'innovation, permet aux entrepreneurs de se développer, aux industries de croître et aux nations d'être compétitives.

De même, l'industrialisation dépasse largement la construction d'usines. Elle exige des infrastructures fiables, une logistique efficace, une énergie abordable, des systèmes financiers modernes, des institutions solides et des environnements réglementaires prévisibles. Surtout, elle exige une collaboration étroite entre les gouvernements, les investisseurs, les institutions financières, les partenaires du développement et le secteur privé, unis par un engagement commun en faveur d'une transformation économique de long terme.





Cette édition de The Africa I See Chronicle aborde ces questions à travers les regards croisés de dirigeants qui façonnent activement l'avenir économique de l'Afrique. Leurs analyses reflètent des expériences et des réalités sectorielles diverses, mais convergent vers une conviction commune. Le siècle industriel de l'Afrique ne se réalisera pas au moyen d'initiatives isolées. Il naîtra d'une action coordonnée, de partenariats stratégiques et d'une exécution rigoureuse.

Publiée en accompagnement de The Africa I See Conversation, Ébène 2026, cette édition a pour ambition d'enrichir le dialogue autour de l'une des questions les plus importantes auxquelles le continent est aujourd'hui confronté : comment l'Afrique peut-elle mobiliser les capitaux, gérer les risques et faciliter les échanges nécessaires à l'accélération de son développement industriel et à la création d'une prospérité durable ?

Il ne s'agit pas simplement d'une question économique. C'est une question de compétitivité. Une question de

résilience. Et, surtout, une question de leadership.

À The Africa I See Chronicle, nous sommes convaincus que l'avenir de l'Afrique ne sera pas hérité. Il sera bâti. Bâti par des dirigeants qui choisissent la valeur de long terme plutôt que le gain immédiat, par des institutions qui inspirent confiance, par des investisseurs qui reconnaissent une opportunité là où d'autres perçoivent un risque, et par des partenariats qui transforment l'ambition en progrès mesurable.

Les décisions prises aujourd'hui façonneront les industries, les institutions et les corridors commerciaux dont hériteront les générations futures. Elles détermineront non seulement la manière dont l'Afrique participe à l'économie mondiale, mais aussi la place qu'elle choisit d'y occuper.

Nous espérons que les idées présentées dans ces pages susciteront une réflexion approfondie, des décisions éclairées et des collaborations concrètes. Plus encore, nous espérons qu'elles renforceront une conviction simple et durable.

#### NOTRE CONVICTION

## L'avenir industriel de l'Afrique ne sera pas écrit pour nous. Il sera bâti par nous.



Illustration éditoriale : une évaluation rigoureuse des risques au service d'un investissement productif de long terme.





ARTICLE DE COUVERTURE



# L'Afrique, l'océan Indien et la nouvelle architecture des échanges

Financer le siècle industriel de l'Afrique dans un monde fragmenté

L'avenir industriel de l'Afrique dépendra des corridors, des systèmes de capitaux et de l'architecture des échanges qu'elle choisira de bâtir.



UNE PERSPECTIVE DE  
**Rhavy Nursimulu, CMILT**  
Founder & Chief Architect, LOGI-CONSULT

## Car l'avenir ne s'hérite jamais. Il se construit.

Pendant trois décennies, la mondialisation s'est organisée autour de l'efficacité : la production s'est déplacée vers les sites aux coûts les plus faibles, les chaînes d'approvisionnement se sont étendues sur plusieurs continents et les capitaux sont allés là où les rendements étaient les plus élevés. La crise financière, la pandémie, les rivalités géopolitiques et la course aux minerais critiques et aux technologies d'énergie propre ont révélé les limites de ce modèle. La résilience rivalise désormais avec l'efficacité. Les gouvernements façonnent de nouveau les politiques industrielles. Les décisions d'investissement accordent autant d'importance à la stabilité géopolitique et à la confiance institutionnelle qu'aux rendements attendus.

Chacune de ces transitions a produit une nouvelle géographie économique : la révolution industrielle européenne, l'essor des États-Unis, le siècle manufacturier de l'Asie de l'Est. La transition actuelle redistribue la production et les capitaux entre plusieurs plateformes régionales plutôt qu'autour d'un centre de gravité unique. Elle crée de véritables opportunités pour les pays capables de se positionner comme partenaires de confiance au sein de ces réseaux, et de véritables risques pour ceux qui n'y parviennent pas.

Cet essai emploie délibérément l'expression « siècle industriel de l'Afrique ». Elle ne signifie pas simplement davantage d'industrie manufacturière. Elle désigne un basculement structurel : de l'exportation de matières premières à la création de valeur, de marchés nationaux fragmentés à une production régionale intégrée, et de l'importation des capitaux

à leur formation. La question qui structure la suite de cet essai est de savoir si cette transition se produira réellement, et au bénéfice de qui.

### Pourquoi l'Afrique ? Pourquoi maintenant ?

L'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Selon les projections de l'ONU, sa population atteindra environ 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, soit plus d'un quart de l'humanité, avec une population en âge de travailler supérieure à celle de toute autre région. La Zone de libre-échange continentale africaine - désormais ratifiée par 54 des 55 États africains - relie près de 1,4 milliard de personnes et représente un PIB combiné de 3 400 milliards de dollars. La dynamique est réelle. Les écarts le sont aussi : le commerce intra-africain ne représente encore que 16 % du commerce total du continent, contre 59 % en Asie et 68 % en Europe, et le protocole sur la libre circulation des personnes n'a été ratifié que par quatre des quinze États nécessaires à son entrée en vigueur.

Le continent se trouve aussi au cœur des industries qui porteront le prochain siècle. À elle seule, la République démocratique du Congo produit environ 70 % du cobalt mondial. Pourtant, selon les estimations de l'OCDE, près de 96 % des exportations africaines de minerais critiques quittent encore le continent sous forme de minerai brut ou de concentré semi-transformé. L'opportunité offerte à l'Afrique ne se situe pas seulement sous son sol. Elle dépend de sa capacité à capter la valeur de ce qu'elle extrait plutôt qu'à exporter cette valeur avec le minerai.



Rien de cela ne constitue une information nouvelle adressée à un continent passif. Une nouvelle génération de dirigeants, d'entrepreneurs et d'investisseurs africains ne demande plus à être intégrée à la vision économique d'autrui. Elle façonne la sienne : le partenariat plutôt que l'aide, la participation compétitive plutôt que le traitement préférentiel, la création de valeur plutôt que l'extraction. Les premiers résultats restent modestes, mais ils sont réels. Depuis que l'Initiative de commerce guidé de la ZLECAf permet des transactions transfrontalières commercialement significatives, les exportateurs du Kenya et du Maroc montrent des signes mesurables de diversification au-delà de leurs marchés traditionnels, tandis que les investissements directs étrangers dans les États membres de la ZLECAf ont augmenté de 17 % entre 2021 et 2023. Ces chiffres sont modestes au regard d'une économie de 3 400 milliards de dollars. Ils constituent aussi les premières preuves concrètes que l'intégration commence à modifier les décisions réelles des entreprises, et pas seulement les textes signés par les gouvernements.

## Repenser les corridors

Trop longtemps, les « corridors » ont désigné des infrastructures de transport : routes, voies ferrées, ports. Cela ne suffit plus. Les corridors qui définiront le siècle industriel de l'Afrique sont des systèmes économiques. Ils relient la production d'énergie aux parcs industriels, les parcs industriels aux plateformes logistiques, les ports aux réseaux maritimes et ces réseaux aux capitaux mondiaux. Un corridor n'est pas une ligne sur une carte. C'est un écosystème au sein duquel la valeur est créée, retenue et démultipliée.

Le corridor de Lobito constitue le test le plus avancé de cette thèse. Il relie les ceintures de cuivre et de cobalt de la RDC et de la Zambie au port atlantique de l'Angola, avec plus de 2,7 milliards de dollars de financements annoncés par les États-

Unis, l'Union européenne et la Banque africaine de développement. Il côtoie plusieurs autres corridors qui accomplissent un travail similaire à un stade moins avancé : le corridor Nord redessine l'architecture logistique de l'Afrique de l'Est depuis Mombasa, le corridor Abidjan-Lagos relie l'un des plus grands marchés côtiers de consommation du continent, et le corridor Nord-Sud soutient le développement industriel en Afrique australe. Lobito est simplement le plus avancé et, pour cette raison, le plus instructif. En trois ans, il est passé de l'annonce à l'exploitation ferroviaire, avec des volumes de fret en hausse et un financement de 753 millions de dollars finalisé en décembre 2025. Le chemin de fer angolais et son terminal minéral emploient à eux seuls 945 personnes, dont 97 % de ressortissants angolais : une réponse modeste mais concrète à la promesse abstraite selon laquelle les corridors créent des emplois locaux, et pas seulement des volumes d'exportation. Lobito illustre aussi la difficulté de l'entreprise. Le tronçon zambien, indispensable à sa logique commerciale, ne sera pas financé avant 2027 au plus tôt ; un changement d'administration américaine a tempéré l'enthousiasme de Washington alors même que l'Europe s'engage davantage ; de fortes pluies ont interrompu le trafic ; et une enquête de Global Witness a révélé que des milliers d'habitants risquaient d'être déplacés par la réhabilitation ferroviaire. Rien de cela n'invalide l'idée que les corridors sont des systèmes économiques plutôt que de simples axes de transport. Cela confirme qu'en bâtir un est une entreprise de dix ans, politiquement contestée, et non une simple annonce de financement.

## L'océan Indien : un théâtre stratégique pour l'Afrique

Un titre qui nomme l'océan Indien lui doit davantage qu'une mention secondaire. Il convient donc d'en exposer pleinement l'importance.

### REGARD EXÉCUTIF

**Le potentiel industriel de l'Afrique dépend de systèmes qui déplacent la valeur, et pas seulement les matières premières.**

ÉNERGIE / PRODUCTION / LOGISTIQUE / MARCHÉS



L'océan Indien n'est plus seulement un espace maritime entre les continents. Il est devenu l'un des principaux théâtres mondiaux du commerce, de la sécurité énergétique et de la concurrence géopolitique, et la place de l'Afrique en son sein doit être comprise comme stratégique, non accessoire. Une part substantielle du trafic mondial de conteneurs et, selon la plupart des estimations, entre la moitié et les quatre cinquièmes du pétrole transporté par mer y transitent chaque année, reliant l'Afrique de l'Est, le Golfe, l'Inde, l'Asie du Sud-Est et l'Australie au sein d'un système économique toujours plus intégré. Trois des passages maritimes les plus déterminants au monde - les détroits d'Ormuz et de Malacca et le Bab-el-Mandeb - se situent à ses marges. Le cap de Bonne-Espérance, sa porte méridionale, absorbe une part croissante du trafic mondial de pétroliers depuis que les navires contournent l'instabilité de la mer Rouge. Plus de 90 % du commerce africain transite par voie maritime.

Cet espace n'est pas neutre. La présence navale chinoise et les ports financés dans le cadre des Nouvelles routes de la soie côtoient les intérêts stratégiques de l'Inde, des pays du Golfe et des États-Unis. Leur rivalité est désormais une caractéristique permanente de la géographie de l'océan plutôt qu'une perturbation occasionnelle. Toute juridiction qui s'y positionne hérite à la fois des opportunités et de l'exposition qui en découlent.

Sous les routes maritimes se trouve une seconde couche de valeur, moins visible : l'économie bleue. L'Union africaine estime que la pêche, l'aquaculture, le tourisme côtier, le transport maritime et les ressources marines génèrent déjà près de 300 milliards de dollars par an pour le continent et soutiennent environ 49 millions d'emplois. Elle prévoit que ces chiffres pourraient atteindre 405 milliards de dollars et 57 millions d'emplois d'ici 2030. Les 38 États côtiers et insulaires d'Afrique partagent plus de 30 000 kilomètres de littoral sur les océans Atlantique et Indien. Pourtant, selon la Banque mondiale et Standard Chartered, le continent aurait besoin d'environ 70 milliards de dollars d'investissements marins par

an - ports, pêches, résilience côtière - qu'il ne reçoit pas aujourd'hui.

La compétitivité du transport maritime et des ports est au cœur de cet écosystème. Les ports africains traitent encore une part disproportionnellement faible du trafic mondial de conteneurs au regard de la population et des volumes commerciaux du continent. Les coûts logistiques africains restent parmi les plus élevés au monde, un écart que les investissements dans les corridors, la modernisation portuaire et l'intégration régionale commencent seulement à réduire. La sécurité maritime est indissociable de cet enjeu économique. La piraterie au large de la Corne de l'Afrique et dans le golfe de Guinée, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, ainsi que la vulnérabilité des câbles sous-marins et des pipelines ne sont pas des préoccupations périphériques pour les États côtiers. Elles représentent des coûts directs pour le commerce et l'investissement que l'Afrique cherche à attirer. L'énergie offshore et les minerais des fonds marins ajoutent une autre couche de valeur, encore largement inexploitée, à cette même géographie. Leur développement exigera la même infrastructure institutionnelle - sécurité juridique, gouvernance environnementale, règlement des différends - dont l'Afrique a plus largement besoin.

Les infrastructures numériques passent désormais sous ces mêmes eaux. Long de 45 000 kilomètres, 2Africa est le plus vaste système de câble sous-marin jamais construit. Il traverse l'océan Indien et relie 33 pays. Meta estime qu'il ajoutera jusqu'à 36,9 milliards de dollars au PIB africain au cours de ses deux ou trois premières années d'exploitation. Maurice se trouve elle-même à la jonction de cinq systèmes sous-marins distincts - SAFE, LION, METISS, MARS et T3 - ce qui lui confère une densité de connectivité numérique sans commune mesure avec sa taille. Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'architecture des échanges se construit autant avec des stations d'atterrissement de câbles et des systèmes communautaires portuaires qu'avec des voies ferrées et des routes.



ILLUSTRATION ÉDITORIALE : UN CORRIDOR INDUSTRIEL ET LOGISTIQUE INTÉGRÉ.

**Les corridors industriels relient l'énergie, la production, la logistique et les marchés mondiaux.**

Maurice occupe une position singulière dans cet espace stratégique. Non en raison de sa taille - elle compte parmi les plus petits États riverains de l'océan - mais en raison de sa connectivité : un réseau exceptionnel de relations juridiques, financières et diplomatiques couvrant l'Afrique, le Golfe et l'Asie, à égale distance de ces trois ensembles d'une manière que peu de juridictions, quelle que soit leur taille, peuvent revendiquer. L'importance de Maurice pour l'argument de cet essai ne tient pas au fait qu'elle soit un centre financier situé par hasard dans l'océan Indien. Son rôle de plateforme de confiance - reliant les opportunités africaines aux capitaux mondiaux, à la sécurité juridique et à la gestion des risques - découle de cette géographie et ne lui est pas accessoire.

## La couche numérique de la transformation

Le siècle industriel de l'Afrique sera également numérique. Cette couche traverse chacun des corridors et des ports évoqués dans cet essai au lieu de s'en distinguer. Les plateformes douanières numériques, les systèmes communautaires portuaires et les guichets uniques déterminent de plus en plus si l'investissement physique d'un corridor se traduit réellement par des échanges plus rapides et moins coûteux. Plusieurs ports africains ont déjà réduit de façon mesurable les délais de dédouanement grâce à ces systèmes, transformant des jours de formalités en quelques heures. La logistique assistée par l'intelligence artificielle et le suivi des marchandises commencent à produire sur la circulation des biens ce que l'argent mobile a produit sur la circulation des espèces une décennie plus tôt : ils ne remplacent pas l'infrastructure sous-jacente, mais déterminent la part de sa valeur qui atteint réellement les entreprises utilisatrices. Un port moderne doté d'une procédure douanière analogique reste, en pratique, un port

lent. Rien de cela ne remplace le rail, les ports ou l'énergie. Cela détermine la valeur qu'ils délivrent une fois construits. Les données deviennent ainsi une infrastructure commerciale au même titre qu'un quai ou un pont. Elles constituent aussi le point où l'expertise mauricienne en administration de fonds et en services financiers rencontre de plus en plus directement les corridors, car le financement numérique du commerce et le règlement fondé sur la blockchain commencent à réduire la distance entre le départ d'une cargaison et le remboursement des capitaux qui l'ont financée.

## Énergie

L'Afrique possède un potentiel énergétique extraordinaire. Pourtant, près de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité, et le continent ne consomme qu'environ 3 % de l'électricité mondiale alors qu'il abrite un cinquième de la population de la planète. Comblant cet écart d'ici 2035 nécessitera près de 150 milliards de dollars, soit six fois le niveau d'investissement annuel actuel. Aucune civilisation ne s'est industrialisée sans résoudre d'abord son équation énergétique, et l'Afrique ne fera pas exception.

Cette équation demeure un débat politique ouvert, et non une question définitivement tranchée. Cet essai défend l'idée que l'objectif doit être une industrialisation productive plutôt qu'une décarbonation conçue comme une fin en soi. Le gaz naturel, l'hydroélectricité, le solaire et l'éolien ont donc tous un rôle légitime à jouer selon le contexte national, plutôt qu'un bouquet énergétique unique imposé uniformément à 54 économies très différentes. Des personnes raisonnables, y compris au sein de la communauté africaine des politiques climatiques et énergétiques, contestent cette position. Elle est présentée ici comme un point de vue, et non comme un fait neutre.

---

### REGARD EXÉCUTIF

## La finance doit relier les infrastructures, l'énergie, le commerce et le numérique au sein d'une même architecture productive.

ÉNERGIE / PRODUCTION / LOGISTIQUE / MARCHÉS



## Financer la transformation

Aucun pays ne s'est industrialisé sans capitaux de long terme, et la transformation de l'Afrique exigera, dans les décennies à venir, des investissements qui se comptent en milliers de milliards plutôt qu'en millions. Les ressources publiques et les institutions de financement du développement resteront essentielles, mais ne pourront financer seules cette transformation. Le prochain chapitre reposera sur une mobilisation accrue des capitaux privés : fonds de pension, assureurs, investisseurs en infrastructures, fonds souverains et family offices, aux côtés des fonds de pension, actifs d'assurance et véhicules souverains africains. Les actifs mondiaux des fonds de pension ont atteint à eux seuls environ 68 000 milliards de dollars en 2025. D'après l'OCDE, l'Afrique est la région du monde où les capitaux de pension sous gestion sont les plus faibles. Cet écart constitue l'opportunité. La tâche ne consiste plus simplement à lever des capitaux. Il faut bâtir les institutions - sécurité juridique, structures de fonds, répartition des risques, administration transfrontalière - capables de convertir la liquidité mondiale en actifs productifs africains, de façon suffisamment sûre et reproductible pour qu'une deuxième allocation suive la première.

C'est précisément ici que Maurice occupe une position singulière. Depuis plus de trois décennies, son Centre financier international associe stabilité politique, pouvoir judiciaire indépendant et expérience approfondie de la structuration des investissements transfrontaliers en Afrique. Le pays a conclu 45 conventions de non-double imposition et compte 29 accords de protection des investissements en vigueur, un réseau conventionnel délibérément orienté vers des partenaires africains. Depuis 2017, il a aligné ce réseau sur les normes minimales du projet BEPS de l'OCDE, en réponse aux critiques antérieures sur ses pratiques fiscales. Cette évolution mérite d'être énoncée clairement plutôt que minimisée, car tout centre proche de l'offshore doit continuellement répondre, dans l'espace public, à une

question fondamentale : les capitaux qui y transitent sont-ils licites, et son rôle sert-il le continent qu'il affirme servir plutôt que les seuls investisseurs qui l'utilisent ?

L'industrialisation exige de plus en plus des investissements couvrant simultanément plusieurs juridictions : un corridor logistique traversant cinq pays, un projet de transport d'électricité reliant trois marchés régionaux, une chaîne de valeur manufacturière s'approvisionnant dans un pays et exportant par un troisième. Il ne s'agit pas d'abstractions, mais précisément des structures dont le corridor de Lobito et ses homologues ont besoin pour fonctionner commercialement, et pas seulement physiquement. Gérer cette complexité - sécurité juridique, traitement fiscal approprié, structures de fonds, règlement des différends, administration professionnelle - n'est pas un détail technique. C'est le fondement institutionnel de l'investissement à long terme, et la fonction même qu'un centre financier mature est conçu pour remplir.

La force de Maurice n'a jamais réellement résidé dans la fiscalité. Elle réside dans la confiance, cet actif que les centres financiers réputés, de Londres à Singapour, ont toujours exporté en plus grande quantité que les capitaux eux-mêmes. Beaucoup a été écrit sur le déficit d'infrastructures de l'Afrique ; moins sur son déficit institutionnel. Les infrastructures déplacent les marchandises. Les institutions déplacent la confiance. Les risques d'investissement - politiques, réglementaires, monétaires, d'exécution - ne peuvent pas toujours être éliminés. Ils peuvent cependant être compris, répartis, assurés et gouvernés, ce qui est précisément la fonction d'un écosystème financier mature composé de banques, de cabinets juridiques, d'assureurs et d'administrateurs de fonds. L'Afrique n'a pas simplement besoin de davantage de capitaux. Elle a besoin d'institutions capables de transformer le risque perçu en opportunité d'investissement.

## REGARD EXÉCUTIF

# La finance transforme les projets en systèmes investissables et la confiance en capitaux de long terme.

ÉNERGIE / PRODUCTION / LOGISTIQUE / MARCHÉS

La question peut-être la moins débattue de la transformation africaine est celle de la gestion de la richesse une fois créée : fonds d'infrastructures, plateformes énergétiques, véhicules logistiques et actifs souverains engendrés par l'industrialisation. L'industrialisation de l'Afrique produira une nouvelle génération de classes d'actifs investissables : corridors industriels, plateformes d'énergie renouvelable, ports et pôles logistiques, écosystèmes manufacturiers, investissements dans l'économie bleue et infrastructures numériques. La gestion d'actifs n'est pas seulement un service financier. Elle constitue une mission de gouvernance économique qui détermine la manière dont les capitaux sont alloués et réinvestis pendant des décennies. L'opportunité stratégique offerte à Maurice ne consiste donc pas uniquement à faciliter l'investissement vers l'Afrique, mais à administrer la richesse africaine pendant tout son cycle de vie, une opportunité distincte et sans doute plus vaste que la facilitation du flux initial de capitaux.

L'ambition d'Ébène n'est pas de reproduire Londres, Singapour ou Dubaï, mais de développer son propre modèle : une plateforme de finance de la transformation où sont domiciliés des fonds d'infrastructures et de transition énergétique, où les plateformes africaines de capital-investissement se développent au-delà des frontières, et où les fonds de pension et capitaux souverains collaborent avec les institutions de financement du développement pour structurer les investissements avec confiance.

Il convient d'expliquer clairement le lien entre les deux idées centrales de cet essai, car chacune reste incomplète sans l'autre. L'Architecture des échanges explique comment les économies productives sont conçues : corridors, systèmes énergétiques, ports et couches numériques décrits ici. La Finance de la transformation explique comment ces économies productives sont financées : capitaux, institutions et gestion des risques présentés dans cette section. Aucune ne suffit seule. Une architecture sans financement reste un plan ; un financement sans architecture ne trouve aucun système productif auquel s'attacher. Ensemble, elles forment le cadre institutionnel dont le siècle industriel de l'Afrique a besoin et

au sein duquel Maurice se positionne non comme le sujet, mais comme l'une des plateformes d'appui.

## Ce que cette ambition exige d'admettre

Une vision aussi ambitieuse appelle l'examen. L'Afrique n'est pas une seule économie, mais 54 États dotés d'institutions, de monnaies et de systèmes politiques différents ; toute généralisation dans cet essai sert les besoins de l'argument. La faiblesse des institutions n'est pas toujours un accident de l'histoire. Dans de nombreuses juridictions, elle résulte d'arrangements qui servent des intérêts établis, et leur réforme relève d'un combat politique, non d'une simple amélioration technique que de meilleures structures d'investissement pourraient accomplir seules. Cet essai affirme que les infrastructures déplacent les marchandises tandis que les institutions déplacent la confiance ; il s'est moins attardé sur ceux qui bâtissent les institutions et ceux qui bénéficient de leur faiblesse. Les relations et la confiance, présentées ici comme une véritable force africaine, ne remplacent pas les contrats exécutoires et les juridictions crédibles à l'échelle requise par les capitaux institutionnels. Rien de cela ne contredit la thèse. Ce sont les conditions dans lesquelles elle doit être éprouvée. Un lecteur qui conclurait que l'industrialisation de l'Afrique est inévitable l'aurait aussi mal comprise que celui qui la jugerait impossible. Elle n'est ni l'une ni l'autre. Elle dépend des institutions, de la politique et de la capacité à organiser les capitaux avec assez d'intégrité pour résister à ces réalités.

La transformation de l'Afrique sera finalement évaluée à l'aune de cinq tests : le continent peut-il produire suffisamment d'énergie fiable et abordable pour alimenter la croissance industrielle ? L'intégration régionale peut-elle dépasser l'ambition politique pour créer des chaînes de valeur opérationnelles ? L'Afrique peut-elle mobiliser des volumes bien plus importants de capitaux privés vers l'investissement productif ? Peut-elle passer de l'exportation de matières premières à celle de biens et services à plus forte valeur ajoutée ? Enfin, peut-elle bâtir la confiance aussi vite qu'elle construit les routes du commerce ? Les réponses détermineront si le siècle industriel de l'Afrique reste une aspiration ou devient un accomplissement.

ILLUSTRATION ÉDITORIALE : UN CORRIDOR INDUSTRIEL ET LOGISTIQUE INTÉGRÉ.

L'industrie productive prend forme là où convergent énergie, fabrication et réseaux de fret.



## L'Afrique que nous choisissons de bâtir

La géographie crée les possibilités. Les institutions créent la confiance. Le capital crée les opportunités. Le leadership détermine si elles deviennent réalité. L'Afrique réunit aujourd'hui des avantages convergents : la population la plus jeune au monde, certaines des ressources d'énergie renouvelable les plus abondantes, les minerais critiques indispensables à la transition énergétique, et une génération d'entrepreneurs et de décideurs qui ne demande plus si l'Afrique a sa place dans l'économie mondiale, mais quel type d'économie mondiale elle entend contribuer à bâtir. Cette question change tout, car l'avenir de l'Afrique ne peut être importé. Il doit être architecturé.

Trop longtemps, le développement de l'Afrique a été discuté par fragments : l'énergie dans une salle, la politique industrielle dans une autre, le commerce ailleurs. Les économies ne fonctionnent pas par fragments, mais comme des systèmes. Un port sans industrie manufacturière crée une prospérité limitée. Des capitaux sans institutions restent inactifs. Telle est l'essence de l'Architecture des échanges : l'intégration délibérée des infrastructures, de l'industrie, de la finance, de la logistique et de la gouvernance en écosystèmes économiques productifs. C'est aussi la véritable finalité de la Finance de la transformation : des capitaux patients, stratégiques et de long terme, qui financent les centrales électriques avant les bénéfices et les parcs industriels avant la spéculation.

Le Centre financier international de Maurice a l'opportunité de devenir l'une des plateformes institutionnelles par lesquelles cet avenir sera financé. Non la seule, et non sans examen, mais une plateforme réelle. Sa contribution ne se

mesurera pas au nombre de sociétés constituées ou de fonds administrés, mais aux industries qu'elle aide à financer, aux emplois qu'elles créent et à la confiance qu'elles inspirent.

L'histoire se souviendra de ce siècle non pour la richesse héritée par les nations, mais pour les systèmes qu'elles auront bâtis. L'Europe a créé les institutions qui ont financé sa révolution industrielle. L'Asie a construit les systèmes manufacturiers qui ont transformé le commerce mondial. L'Afrique a maintenant l'opportunité de bâtir l'architecture des échanges, les institutions financières et les écosystèmes productifs qui définiront le prochain chapitre de l'économie mondiale. La réalisation de cette opportunité ne dépendra ni de la géographie ni des ressources naturelles, mais du leadership, des institutions et du courage de construire.

Nous voyons une Afrique qui n'exporte plus ses opportunités, mais fabrique sa prospérité, alimentée par une énergie fiable, reliée par des corridors commerciaux intelligents et financée par des institutions de confiance. Nous voyons Ébène non seulement comme le siège d'un Centre financier international, mais comme l'un des lieux où l'avenir industriel de l'Afrique est financé, gouverné et administré. Surtout, nous voyons une Afrique qui choisit de bâtir.

En définitive, le siècle industriel de l'Afrique ne sera pas décidé par ce qui se trouve sous son sol ou sous son océan. Il dépendra de la capacité du continent à bâtir des institutions fiables, des systèmes productifs et des partenariats durables capables de transformer les opportunités en prospérité, et de la capacité de ceux qui écrivent sur ces opportunités à le faire avec suffisamment d'honnêteté.

Car l'avenir ne s'hérite jamais. Il se construit.

ILLUSTRATION ÉDITORIALE : UN CORRIDOR INDUSTRIEL ET LOGISTIQUE INTÉGRÉ.

**L'architecture des échanges réussit lorsque la production africaine atteint les marchés mondiaux sous forme d'exportations à plus forte valeur ajoutée.**



### À PROPOS DE L'AUTEUR

#### Rhavy Nursimulu, CMILT

Rhavy Nursimulu est Founder, CEO and Chief Architect of LOGI-CONSULT. Ses travaux portent sur l'architecture des échanges, les corridors intelligents, la transformation logistique et la connectivité Afrique-Asie. Il a également fondé l'Asia Africa Corridor Platform et contribue à des initiatives régionales de facilitation du commerce.

Founder & Chief Architect, LOGI-CONSULT



GRAND ENTRETIEN

 CCI-CÔTE D'IVOIRE  
CHAMBRE DE COMMERCE & D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE

THE AFRICA I SEE CONVERSATION

# Bâtir le siècle industriel de l'Afrique

Entretien avec M. Soumana Koulibaly

La vision d'un dirigeant du secteur privé pour la souveraineté industrielle, l'investissement productif et un avenir africain porté par la confiance.

**First Vice-President**  
**Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire**



## Introduction

L'Afrique se trouve aujourd'hui à un carrefour historique. Avec la population la plus jeune au monde, d'abondantes ressources naturelles, un marché continental porté par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et une volonté croissante de transformer localement ses ressources, le continent réunit tous les ingrédients nécessaires pour devenir l'une des grandes puissances industrielles du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette transformation ne se produira toutefois ni par hasard ni par la seule action des gouvernements. Elle exigera un leadership

audacieux, des investissements de long terme, des institutions solides et, surtout, un secteur privé dynamique, capable d'innover, d'investir et de bâtir des champions industriels africains compétitifs à l'échelle mondiale.

Dans cette édition de The Africa I See Chronicle, M. Zoumana Coulibaly partage sa vision stratégique d'une Afrique qui n'exporte plus ses ressources à l'état brut, mais crée de la valeur, transforme son économie et affirme avec confiance sa souveraineté industrielle.

### 01

#### La Côte d'Ivoire est aujourd'hui reconnue comme l'un des principaux moteurs économiques de l'Afrique de l'Ouest. Quelle responsabilité cette position confère-t-elle au pays ?

Je pense que la responsabilité de la Côte d'Ivoire dépasse désormais largement son propre développement national. Notre pays doit démontrer qu'il est possible d'associer croissance économique, stabilité politique, investissement privé et industrialisation.

Trop longtemps, la richesse de l'Afrique s'est mesurée à ce qu'elle extrait. Demain, elle devra se mesurer à ce qu'elle transforme.

Notre responsabilité est donc de montrer qu'une économie africaine peut créer davantage de valeur localement, bâtir des industries compétitives et contribuer activement au développement des chaînes de valeur régionales.

L'industrialisation de l'Afrique ne sera jamais la somme de réussites nationales isolées. Elle sera le fruit d'une ambition continentale partagée.

Une Afrique qui transforme son cacao, son café, son coton, ses minerais et ses produits agricoles avant de les exporter.

Je vois des entreprises africaines rivaliser avec succès sur les marchés du monde entier.

Je vois des ports de rang mondial, des corridors logistiques modernes, des zones industrielles compétitives et des infrastructures énergétiques fiables au service d'une croissance économique durable.

L'industrialisation est avant tout un projet de société. Elle crée des emplois, renforce notre souveraineté économique et offre davantage de perspectives aux générations futures.

### 03

#### Quelles sont les trois priorités pour faire du XXI<sup>e</sup> siècle le siècle industriel de l'Afrique ?

La première consiste à investir massivement dans les infrastructures productives : énergie, transport, ports, logistique et zones industrielles.

La deuxième consiste à faire du secteur privé un véritable partenaire stratégique du développement.

La troisième est d'investir dans le capital humain. Les industries de demain auront besoin de compétences, d'innovation et de talents.

Nos ressources naturelles sont importantes, mais notre plus grande richesse réside dans notre capacité à les transformer.

### 02

#### Quelle est votre vision de l'Afrique à l'horizon 2045 ?

Je vois une Afrique qui a retrouvé confiance en elle.

Une Afrique où les jeunes trouvent des perspectives sur leur propre continent.

### REGARD EXÉCUTIF

L'avenir de l'Afrique ne dépendra pas de ce qu'elle extrait, mais de ce qu'elle transforme.

## Un État fort repose toujours sur un secteur privé fort.

04

### **Vous plaidez depuis longtemps pour un rôle accru du secteur privé. Pourquoi est-il si essentiel ?**

Parce qu'aucun pays n'a jamais atteint une prospérité durable sans un secteur privé solide.

Le rôle de l'État est de donner une vision, d'assurer la stabilité et de créer un environnement propice.

Le rôle de l'entreprise est d'investir, d'innover, de prendre des risques calculés et de créer des emplois.

Lorsque ces deux forces avancent dans la même direction, le développement durable devient possible.

Le secteur privé n'est pas seulement bénéficiaire de l'action publique. Il en est l'un des principaux partenaires.

05

### **Quel changement d'état d'esprit attendez-vous des dirigeants d'entreprises africains ?**

Nous devons passer d'une logique de négoce à une logique de création de valeur.

L'Afrique a besoin de bâtisseurs.

De dirigeants qui investissent dans la transformation industrielle, la technologie, la recherche et la qualité.

Notre ambition ne doit plus être simplement de vendre davantage.

Elle doit être de mieux produire, d'innover davantage et de bâtir des entreprises qui traverseront les générations.

06

### **Comment l'Afrique peut-elle faire émerger davantage de champions industriels ?**

Nous devons créer des écosystèmes favorables.

Les entreprises ne réussissent pas isolément.

Elles ont besoin d'institutions solides, de financements adaptés, d'infrastructures modernes, d'une fiscalité compétitive et d'un environnement réglementaire stable.

Les petites et moyennes entreprises constituent l'un des plus grands atouts de l'Afrique. Notre défi est désormais de les aider à devenir les grands champions industriels africains de demain.

07

### **Le financement demeure l'un des principaux défis de l'Afrique. Comment faut-il y répondre ?**

L'industrie ne peut être financée uniquement par des mécanismes de court terme.

Nous devons développer des capitaux patients, capables d'accompagner les entreprises pendant de nombreuses années.

Les banques commerciales, les marchés de capitaux, les investisseurs institutionnels et les institutions de financement du développement doivent agir de manière complémentaire.

Notre objectif n'est pas simplement de financer des entreprises.

Il est de financer la transformation économique de l'Afrique.

08

### **Quel rôle Maurice peut-elle jouer dans cette transformation ?**

Maurice possède une expertise reconnue à l'international dans les services financiers, la structuration des investissements et la mobilisation des capitaux.

Cette expertise peut accélérer de manière significative l'investissement industriel en Afrique.

Je suis convaincu que les partenariats entre la Côte d'Ivoire et Maurice peuvent créer un pont puissant entre les investisseurs internationaux et les opportunités industrielles de l'Afrique.

REGARD EXÉCUTIF

**Il s'agit de financer la transformation économique de l'Afrique.**



09

### Que manque-t-il encore à la ZLECAf pour tenir pleinement sa promesse ?

La ZLECAf représente une opportunité extraordinaire.

Elle ne réalisera toutefois tout son potentiel que si nous développons simultanément les infrastructures qui permettent aux marchandises de circuler rapidement, efficacement et de manière compétitive à travers le continent.

Nous devons harmoniser les normes, simplifier les procédures, développer les corridors logistiques et encourager l'investissement industriel régional.

Le commerce est important.

Mais c'est la production qui crée une prospérité durable.

10

### Quel message souhaitez-vous adresser aux investisseurs internationaux ?

L'Afrique est aujourd'hui l'une des dernières grandes frontières de croissance au monde.

Ceux qui investissent aujourd'hui participeront à une transformation historique.

Les opportunités concernent l'agro-industrie, les infrastructures, l'énergie, la logistique, les services financiers et la technologie.

L'Afrique ne cherche pas des investisseurs qui souhaitent simplement exploiter ses ressources.

Elle recherche des partenaires déterminés à bâtir à ses côtés son avenir industriel.

11

### Quel message souhaitez-vous laisser à la jeunesse africaine ?

J'encourage nos jeunes à croire en leur continent.

L'Afrique n'a jamais offert autant d'opportunités qu'aujourd'hui.

Notre avenir dépendra de notre volonté d'innover, d'apprendre, de créer des entreprises et de produire de la valeur.

Nous avons besoin d'une génération qui pense à long terme, qui a le courage de créer des entreprises industrielles et qui contribue à transformer durablement nos économies.

Le véritable développement commence le jour où nous décidons de bâtir nous-mêmes notre avenir.

12

### Enfin, comment définiriez-vous l'Afrique que vous voyez ?

L'Afrique que je vois est une Afrique qui croit en son propre potentiel. Une Afrique qui transforme ses ressources au lieu de les exporter à l'état brut, finance ses propres ambitions, bâtit des industries compétitives à l'échelle mondiale et crée des perspectives pour sa jeunesse.

Je vois une Afrique où le secteur privé travaille main dans la main avec les gouvernements, où l'innovation devient un moteur de croissance et où l'intégration régionale permet aux entreprises africaines de conquérir de nouveaux marchés.

Je suis convaincu que le XXI<sup>e</sup> siècle peut devenir le siècle de l'Afrique. Mais cela dépendra de notre capacité collective à agir avec ambition, responsabilité et confiance.

MOT DE LA FIN

**L'industrialisation n'est pas seulement une stratégie économique. Elle est la voie vers la souveraineté, la prospérité et la dignité de l'Afrique.**

SOVERAINETÉ / PROSPÉRITÉ / DIGNITÉ



#### À PROPOS DE L'AUTEUR

#### Zoumana Coulibaly

Zoumana Coulibaly est First Vice-President of the Chamber of Commerce and Industry of Côte d'Ivoire. Entrepreneur expérimenté dans le transport de marchandises, les travaux publics et la mobilité, il défend un secteur privé plus fort, l'intégration régionale et la transformation locale des ressources africaines.

**First Vice-President, CCI-Côte d'Ivoire**

PERSPECTIVE EXÉCUTIVE

Rogers Capital

# Maurice : la porte d'entrée de l'Afrique pour l'investissement mondial

D'une plateforme financière à un partenaire stratégique de l'essor industriel africain

Maurice peut relier les capitaux mondiaux, les entreprises indiennes et les opportunités africaines grâce à une plateforme d'investissement fiable et compétitive.



UNE PERSPECTIVE DE  
**Shafeenaz Molotoo Ramgoolam**  
Head of Tax Advisory, Rogers Capital Tax



## Le prochain chapitre est africain.

Peu de pays ont su se réinventer avec autant de constance que Maurice. D'une économie sucrière fondée sur une monoculture, le pays est devenu un pôle manufacturier dynamique, puis une destination touristique de rang mondial et enfin un centre financier reconnu à l'échelle internationale. Maurice s'est continuellement adaptée aux mutations de l'économie mondiale. Aujourd'hui, une nouvelle opportunité se présente : devenir pour l'Afrique ce que Singapour est pour l'Asie, et ce que le Luxembourg et la City de Londres sont pour l'Europe - la plateforme privilégiée de l'investissement international.

Cette ambition n'est ni irréaliste ni sans précédent. Maurice a déjà démontré sa capacité à relier les capitaux internationaux aux marchés émergents. Pendant des décennies, le pays a joué un rôle déterminant dans la facilitation des investissements directs étrangers vers l'Inde. Grâce à un cadre juridique stable, à des services professionnels et à des institutions financières reconnues à l'international, Maurice a contribué à orienter des milliards de dollars vers l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde, en soutenant les infrastructures, l'industrie, la technologie et l'emploi.

Le prochain chapitre est africain. Le continent dispose d'immenses ressources naturelles, de la population la plus jeune au monde, de marchés de consommation en expansion et de besoins considérables en infrastructures. Pourtant, de nombreux investisseurs continuent de percevoir l'Afrique comme un ensemble fragmenté, marqué par la diversité des systèmes juridiques, l'incertitude réglementaire et le risque politique. Maurice est particulièrement bien placée pour combler cet écart.

Maurice offre aux investisseurs un pouvoir judiciaire indépendant, le respect de l'État de droit, un système juridique hybride associant droit civil et common law, des professionnels expérimentés, des compétences bilingues, un secteur bancaire sophistiqué ainsi qu'un vaste réseau de conventions de non-double imposition et d'accords de promotion et de protection des investissements (IPPA). Ces accords sont particulièrement importants : ils réduisent le risque d'investissement, protègent contre l'expropriation, garantissent un traitement juste et équitable et donnent accès

à l'arbitrage international. Une sécurité juridique renforcée réduit le risque et, en définitive, le coût du capital.

Si Maurice entend devenir la porte d'entrée financière de l'Afrique, les capitaux levés depuis Maurice doivent être plus compétitifs que les financements obtenus directement dans de nombreuses juridictions africaines. Notre objectif doit donc être de développer un écosystème qui réduit les coûts de transaction, renforce la confiance des investisseurs et permet aux entreprises africaines d'accéder à des financements internationaux à de meilleures conditions.

L'opportunité dépasse le seul cadre africain. Maurice est idéalement positionnée pour devenir la plateforme privilégiée des investissements indiens vers l'Afrique. Les entreprises indiennes se développent de plus en plus dans des secteurs tels que l'industrie pharmaceutique, les technologies de l'information, les énergies renouvelables, l'industrie manufacturière, les télécommunications et les infrastructures. Maurice peut offrir le cadre juridique, financier et de gouvernance permettant de structurer et de gérer ces investissements, tout en consolidant le partenariat économique historique entre Maurice et l'Inde.

Le succès de Maurice ne doit toutefois pas se mesurer uniquement au volume des capitaux transitant par sa juridiction. Le véritable indicateur doit être l'impact de ces investissements sur la transformation économique de l'Afrique. Trop longtemps, de nombreuses économies africaines ont exporté des matières premières tout en important des produits finis. Une prospérité durable exige un autre modèle.

Maurice doit promouvoir les investissements qui soutiennent l'industrialisation, les chaînes de valeur régionales, le transfert de technologies et le développement des compétences. L'objectif doit être d'aider les pays africains à devenir des exportateurs de produits finis à forte valeur ajoutée plutôt que de matières premières. Les investissements structurés depuis Maurice doivent contribuer à bâtir des usines, des unités de transformation, des plateformes logistiques, des parcs technologiques, des installations pharmaceutiques et des projets d'énergie renouvelable à travers le continent.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) offre une opportunité sans précédent d'intégrer les marchés africains. Maurice peut se positionner comme une plateforme de services financiers et professionnels au service de cette intégration, en proposant des solutions d'administration de fonds, de structuration d'entreprises, de règlement des différends, d'arbitrage, de conseil fiscal, de conformité, de fintech et de finance durable.

Le paysage fiscal international évolue rapidement. L'avenir des centres financiers internationaux ne dépendra plus uniquement de l'efficacité fiscale. Les juridictions qui réussiront seront celles qui offriront une réelle substance économique, des professionnels hautement qualifiés, de l'innovation, des infrastructures numériques, une sécurité juridique et une gouvernance de classe mondiale. Maurice doit donc continuer d'investir dans l'éducation, l'intelligence artificielle, la fintech, la finance durable et les services professionnels spécialisés.

En définitive, Maurice a l'opportunité non seulement de servir l'Afrique, mais aussi de contribuer à façonner son avenir. Tout comme Singapour est devenue un partenaire indispensable de l'essor économique asiatique, Maurice peut devenir le partenaire financier de confiance de l'Afrique. Notre vision doit être audacieuse : il ne s'agit pas seulement d'attirer l'investissement, mais de mobiliser des capitaux qui bâtissent des industries, créent des emplois qualifiés, stimulent l'innovation et transforment l'Afrique en une économie manufacturière et de services compétitive à l'échelle mondiale.

Les fondations existent déjà. L'expertise s'est construite au fil des décennies. La confiance internationale a été acquise. La question n'est plus de savoir si Maurice peut devenir la porte d'entrée de l'Afrique pour l'investissement. La véritable question est de savoir si nous possédons la vision, la cohérence des politiques et la détermination nécessaires pour saisir cette opportunité historique.

# Tax Made Simple

## Rogers Capital - Tax

As one of the largest independent tax advisory firms in Mauritius, we are proud to offer a comprehensive range of specialised tax services to our valued clients.

### Services

- ✓ Tax Compliance
- ✓ Tax Advice
- ✓ Tax Healthcheck
- ✓ Tax Investigation Assistance

### Contact us

**(+230) 203 1100**

[fiduciary.rogerscapital.mu/tax-services/](https://fiduciary.rogerscapital.mu/tax-services/)

➤ Keep evolving

Rogers Capital

An **ER** brand



#### À PROPOS DE L'AUTEUR

#### Shafeenaz Molotoo Ramgoolam

Shafeenaz Molotoo Ramgoolam est Head of Tax Advisory at Rogers Capital. Son expertise couvre le conseil et le contentieux fiscal, la planification fiscale stratégique et la conformité. Elle accompagne les entreprises dans l'environnement fiscal et d'investissement mauricien.

Head of Tax Advisory, Rogers Capital Tax



A photograph of three business professionals in a modern office setting. A woman in a dark blazer and white shirt stands in the center, leaning over a desk. Two men, one Black and one white, are seated at the desk, looking at documents. The man on the left is writing on a document. The man on the right is holding a pen. The background shows a large window with a view of a city and a body of water.

PERSPECTIVE EXÉCUTIVE



# Mobiliser les capitaux, gérer les risques et faciliter les échanges

Comment Maurice finance la transformation industrielle de l'Afrique

Le capital industriel de long terme exige une sécurité juridique, une gouvernance crédible et des structures auxquelles les investisseurs peuvent se fier au-delà des frontières.



UNE PERSPECTIVE DE  
**Janesh Chuttoo**  
Orison Legal

## Le défi de l'Afrique n'est pas le manque d'opportunités.

La transformation industrielle de l'Afrique constitue l'une des grandes opportunités économiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Avec une population qui devrait dépasser 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, d'abondantes ressources naturelles, des marchés de consommation en forte expansion et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le continent réunit tous les ingrédients nécessaires pour devenir un grand pôle manufacturier et industriel mondial. Pourtant, l'Afrique reste en retrait quant aux capitaux qu'elle parvient à attirer pour réaliser ses ambitions.

Le défi de l'Afrique n'est pas le manque d'opportunités. Il réside plutôt dans l'écart persistant entre les opportunités d'investissement et la disponibilité de capitaux ajustés au risque capables de les financer. Le continent demeure confronté à un déficit annuel de financement des infrastructures estimé entre 130 et 170 milliards de dollars américains, auquel s'ajoute un déficit tout aussi important en matière de financement du commerce. Combler ces écarts exige une architecture financière sophistiquée, capable de mobiliser les capitaux mondiaux, d'atténuer les risques et de faciliter les échanges transfrontaliers. C'est dans ce contexte que Maurice s'est imposée comme l'une des plateformes financières les plus importantes de l'Afrique. Au cours des trois dernières décennies, Maurice est passée d'un centre financier offshore traditionnel à un centre financier international sophistiqué, faisant le lien entre les capitaux mondiaux et les opportunités africaines. Aujourd'hui, Maurice joue un rôle essentiel en mettant en relation les investisseurs institutionnels, les institutions de financement du développement et les fonds souverains avec des projets africains dans les infrastructures, l'industrie manufacturière, la logistique, l'énergie et la technologie.

### Mobiliser les capitaux pour la croissance industrielle

L'industrialisation exige des capitaux patients. Les installations manufacturières, les parcs industriels, les corridors de transport, les ports, les projets d'énergie renouvelable et les infrastructures numériques nécessitent de longs horizons d'investissement et des structures de financement complexes. Peu d'économies africaines peuvent financer de tels projets exclusivement sur leurs marchés de capitaux nationaux. Maurice est devenue une juridiction privilégiée pour regrouper, structurer et déployer des capitaux dans plusieurs pays africains. Les fonds d'investissement mondiaux, les sociétés de capital-investissement et les institutions de financement du développement utilisent régulièrement des véhicules mauriciens pour agréger des capitaux avant de les investir dans des projets africains. L'attrait ne réside pas uniquement dans l'efficacité fiscale. Les investisseurs sont de plus en plus séduits par la sécurité juridique de Maurice, son cadre réglementaire robuste, ses normes de gouvernance reconnues à l'international et son écosystème approfondi de prestataires professionnels. Ces atouts leur donnent la confiance nécessaire pour engager des capitaux dans des marchés qui pourraient autrement être perçus comme risqués. Plus important encore, Maurice est devenue une plateforme efficace de financement mixte. En associant des capitaux commerciaux à des financements concessionnels provenant d'institutions de financement du développement, des projets autrement jugés non bancables ou trop risqués peuvent accéder au financement. Cette approche est particulièrement importante pour les projets industriels dans les énergies renouvelables, la logistique, l'agro-industrie et l'industrie manufacturière, où l'impact sur le développement et les rendements commerciaux doivent coexister.

ILLUSTRATION ÉDITORIALE : STRUCTURATION JURIDIQUE ET FINANCIÈRE TRANSFRONTALIÈRE.

**La sécurité juridique transforme l'ambition transfrontalière en structures exécutoires et investissables.**



## Maurice comme plateforme de réduction des risques

Les capitaux se dirigent vers les environnements où le risque est compris, réparti et géré. L'une des contributions les plus importantes de Maurice à la transformation industrielle de l'Afrique est sa capacité à agir comme plateforme de réduction des risques. Les investisseurs internationaux continuent de citer l'instabilité politique, l'incertitude réglementaire, la volatilité des devises et les risques d'exécution comme principaux obstacles à l'investissement dans certaines régions d'Afrique. Maurice contribue à répondre à ces préoccupations grâce à une combinaison d'infrastructures juridiques, de protections conventionnelles, de mécanismes d'arbitrage et de solutions sophistiquées d'atténuation des risques. Maurice est aussi de plus en plus intégrée à l'écosystème élargi du financement du développement. Des institutions telles que l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), Afrexim Insurance Management Company (AfrexInsure) - filiale de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) - et d'autres institutions multilatérales offrent des assurances contre les risques politiques, des garanties et des mécanismes de rehaussement de crédit qui améliorent la bancabilité des projets africains. Bien que des institutions comme la MIGA restent neutres quant à la juridiction et se concentrent sur le projet sous-jacent plutôt que sur le domicile du véhicule d'investissement, Maurice sert souvent de plateforme privilégiée pour structurer et gérer les investissements bénéficiant de ces protections. L'association de garanties multilatérales et de l'environnement juridique et réglementaire fiable de Maurice crée un écosystème capable de transformer un risque perçu en opportunité d'investissement. Concrètement, des projets de production d'électricité, d'infrastructures de transport, de fabrication industrielle et de production destinée à l'exportation peuvent ainsi attirer des capitaux à des conditions plus favorables. Une réduction du risque se traduit par des coûts de financement plus faibles, des

maturités plus longues et une participation accrue des investisseurs.

## Renforcer la protection des investisseurs grâce à l'architecture juridique

Si la disponibilité des capitaux est essentielle, les investisseurs institutionnels accordent autant d'importance aux protections juridiques dont ils disposent après leur déploiement. Pour les investissements industriels de long terme, notamment dans les infrastructures, l'industrie manufacturière et l'énergie, le risque d'expropriation, de nationalisation ou d'action gouvernementale arbitraire peut peser sensiblement sur les décisions. Maurice a développé l'un des réseaux les plus complets d'Afrique en matière d'accords de promotion et de protection des investissements (IPPA). Ces traités offrent aux investisseurs une couche supplémentaire de protection juridique en établissant des normes de traitement reconnues à l'international. Ils peuvent ainsi bénéficier de garanties contre l'expropriation et la nationalisation illégales, d'un traitement juste et équitable, d'une protection contre les mesures discriminatoires, de la libre circulation des capitaux et des rendements, ainsi que d'un accès à un arbitrage international neutre en cas de différend. Aucun traité ne peut éliminer le risque souverain, mais les IPPA réduisent fortement l'incertitude juridique en conférant aux investisseurs des droits exécutoires en droit international public. Cette protection supplémentaire est particulièrement pertinente pour les investissements dans des marchés émergents engagés dans de grands projets industriels ou d'infrastructures.

Grâce à ses attributs déjà alignés sur les meilleures pratiques internationales, à ses normes robustes de gouvernance d'entreprise et à son alignement continu sur les standards de l'OCDE, du GAFI et d'autres organismes internationaux de transparence, ces fondations juridiques renforcent la position de Maurice bien au-delà d'un simple canal de capitaux. Elles font de Maurice une juridiction de confiance où les investissements peuvent être structurés, protégés et gérés tout au long de leur cycle de vie. À mesure que l'Afrique accélère son programme d'industrialisation, la sécurité juridique restera aussi importante que le capital financier, et Maurice est bien placée pour offrir les deux.

### ARCHITECTURE JURIDIQUE / PROTECTION / ARBITRAGE / SÉCURITÉ



#### À PROPOS DE L'AUTEUR

#### Janesh Chuttoo

Janesh Chuttoo est Partner at Orison Legal et avocat reconnu en droit des sociétés et droit commercial. Il conseille ses clients en droit des sociétés, services financiers, fintech et actifs virtuels, questions réglementaires et transactions complexes. Sa pratique associe plus de dix ans d'expérience en entreprise à des opérations transfrontalières impliquant Maurice et les marchés africains.

Partner, Orison Legal



PERSPECTIVE EXÉCUTIVE



# Structurer les capitaux pour la transformation de l'Afrique

Financement mixte, risques en tranches et mobilisation des capitaux institutionnels

Mobiliser davantage de capitaux ne suffit pas. Le siècle industriel de l'Afrique dépend d'une structuration adaptée au risque, à la durée et aux résultats de développement.



UNE PERSPECTIVE DE  
**Ziyad Bundhun**  
AFG Capital



## La question n'est pas de savoir si les capitaux existent, mais comment les mobiliser à grande échelle.

L'Afrique dispose de réserves croissantes de capitaux nationaux et internationaux. Pourtant, transformer ces ressources en investissements productifs demeure l'un des défis de développement les plus pressants du continent. Alors que les pays africains cherchent à accélérer l'industrialisation, à renforcer les chaînes de valeur régionales et à bâtir des économies plus résilientes, la demande de financements à long terme continue d'augmenter dans des secteurs essentiels tels que l'énergie, le transport, l'industrie manufacturière et les infrastructures numériques. Malgré l'expansion récente de sa base industrielle, l'Afrique représente encore moins de 2 % de la production manufacturière mondiale et seulement 1,4 % des exportations manufacturières mondiales, ce qui révèle l'ampleur du potentiel restant à exploiter.

Répondre à ce besoin d'investissement ne dépendra pas seulement de la mobilisation de capitaux supplémentaires, mais aussi de leur structuration efficace. Il devient de plus en plus important d'aligner différentes sources de financement, de répartir les risques de manière appropriée et de créer des cadres d'investissement capables d'attirer des investisseurs publics comme privés. Dans sa volonté d'accélérer le développement industriel, l'Afrique voit ainsi la structuration du capital s'imposer comme un mécanisme essentiel pour convertir le potentiel d'investissement en résultats économiques tangibles.

### Le financement mixte, catalyseur des capitaux privés

Le financement mixte est devenu un mécanisme essentiel pour répondre au déficit d'investissement de l'Afrique, en réunissant capitaux concessionnels, publics et privés au sein d'une même structure. Alors que les gouvernements font face à des contraintes budgétaires croissantes, il permet de mobiliser l'investissement privé vers des secteurs indispensables à l'industrialisation, notamment l'énergie, les infrastructures et l'industrie manufacturière. En améliorant le profil risque-rendement des projets, il libère des capitaux qui resteraient autrement en attente.

Les institutions de financement du développement (IFD) et les banques multilatérales de développement jouent souvent un rôle catalyseur en apportant des financements concessionnels, des garanties et une protection contre les

premières pertes. Ces instruments absorbent une partie du risque d'investissement et renforcent la bancabilité des projets, encourageant les investisseurs privés à participer à des opportunités qui dépasseraient autrement leur appétit pour le risque. Ces mécanismes de partage des risques prennent une importance croissante dans les marchés émergents, où les besoins de financement à long terme restent considérables.

L'importance grandissante du financement mixte se reflète dans son adoption accrue sur les marchés en développement. Le rapport State of Blended Finance 2025 de Convergence fait état d'environ 18 milliards de dollars de transactions de financement mixte réparties sur 123 opérations en 2024, témoignant de la dynamique persistante de ces structures pour mobiliser des capitaux au service du développement. Alors que l'Afrique cherche à accélérer sa transformation industrielle, le financement mixte restera un outil important pour rapprocher les priorités de développement et l'investissement privé.

### Structures de capital en tranches et répartition des risques

Les structures de capital en tranches sont devenues une composante importante du financement du développement, permettant à plusieurs catégories d'investisseurs de participer au même cadre d'investissement. Généralement composées de dette senior, de capital mezzanine et de fonds propres, elles répartissent le risque et le rendement selon les mandats et les appétits pour le risque propres à chaque investisseur. En accueillant une gamme plus large d'apporteurs de capitaux, elles peuvent accroître la capacité globale de financement des grands projets industriels et d'infrastructures.

L'efficacité de ces structures tient à leur capacité à répartir stratégiquement le risque entre les différentes tranches de capital. Les investisseurs seniors bénéficient d'une meilleure protection et d'une priorité de remboursement, tandis que les capitaux juniors absorbent une plus grande part des pertes potentielles en échange d'un rendement attendu supérieur. Cette approche de partage des risques renforce la bancabilité des projets et peut encourager la participation d'investisseurs institutionnels qui ne pourraient autrement s'exposer à des opportunités d'investissement plus risquées.

En Afrique, où les projets d'infrastructures et industriels nécessitent souvent d'importants financements de long terme, les structures de capital en tranches offrent un moyen pratique de rapprocher les besoins de développement des exigences des investisseurs. En alignant diverses sources de capitaux au sein d'un cadre unique, elles favorisent une mobilisation accrue des financements tout en assurant une répartition efficace des risques entre les parties prenantes.

## Mobiliser les capitaux institutionnels nationaux

Les investisseurs institutionnels africains représentent l'une des sources de capitaux à long terme les plus importantes du continent. Si l'attention s'est traditionnellement portée sur l'attraction de l'investissement étranger, le rôle que peuvent jouer les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les fonds souverains et les institutions de financement du développement dans le financement du programme de développement africain est de plus en plus reconnu. Ensemble, ces institutions gèrent plus de 1 100 milliards de dollars d'actifs, soit un réservoir substantiel susceptible de soutenir les infrastructures, l'industrialisation et la transformation économique.

Malgré leur ampleur, les actifs institutionnels restent fortement concentrés dans des placements à faible risque et de courte durée, notamment les titres publics. Africa Finance Corporation estime que les seuls fonds de pension et d'assurance détiennent plus de 775 milliards de dollars d'actifs, dont une part limitée seulement est orientée vers les infrastructures et les secteurs productifs. Les contraintes réglementaires, le manque de projets bancables et les considérations liées au risque continuent de freiner une participation plus large.

Libérer les capitaux institutionnels nationaux sera essentiel pour réduire la dépendance au financement extérieur et renforcer la résilience financière de l'Afrique. Comme l'ont souligné les Assemblées annuelles 2025 de la Banque africaine de développement, la question n'est pas de savoir si les capitaux existent, mais comment les mobiliser à grande échelle pour l'investissement productif. Le développement de structures investissables, de mécanismes de partage des risques et de portefeuilles de projets attractifs sera donc déterminant pour orienter l'épargne de long terme vers la transformation industrielle du continent.

## Renforcer la confiance par l'atténuation et le partage des risques

La structuration efficace des capitaux destinés à la transformation de l'Afrique dépend fondamentalement de la capacité à identifier, répartir et atténuer les risques. Malgré les perspectives de croissance à long terme convaincantes du continent, les décisions d'investissement sont souvent influencées par la perception de risques politiques, réglementaires, macroéconomiques et climatiques élevés. Ces facteurs se traduisent fréquemment par des primes de risque supérieures, des coûts d'emprunt plus élevés et une réticence des investisseurs institutionnels à engager des capitaux à long terme. Le défi ne consiste donc pas seulement à mobiliser des capitaux, mais à créer des structures d'investissement qui compensent et gèrent adéquatement le risque tout en préservant la viabilité des projets et leur impact sur le développement.

Un cadre robuste de gestion des risques renforce à la fois l'attractivité et la bancabilité des opportunités d'investissement en favorisant la confiance des investisseurs, des prêteurs et des autres participants au marché.

Plusieurs mécanismes se sont révélés particulièrement efficaces pour renforcer la confiance des investisseurs :

L'assurance contre les risques politiques protège les investisseurs contre l'expropriation, la rupture de contrat, l'inconvertibilité des devises et les violences politiques.

La participation des institutions de financement du développement (IFD), notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Société financière internationale (IFC) et Afreximbank, apporte une expertise technique, des capacités de vérification diligente et des dispositifs de partage des risques.

Des cadres solides de partenariat public-privé (PPP) permettent d'attribuer les risques aux parties les mieux placées pour les gérer, rendant les projets plus bancables tout en améliorant l'efficacité du déploiement des capitaux.

Des structures de remboursement flexibles, adaptées aux flux de trésorerie propres à chaque projet, peuvent renforcer la résilience et la viabilité à long terme des projets d'infrastructures et de développement, notamment en période de volatilité économique.



## Comblant le déficit de financement grâce à des solutions innovantes

Les ambitions de développement de l'Afrique sont freinées par un déficit de financement considérable, en particulier dans les infrastructures, l'énergie, l'industrialisation et la résilience climatique. Les estimations indiquent que le continent a besoin de 130 à 170 milliards de dollars par an pour développer ses infrastructures, tandis que le déficit global de financement du développement durable dépasse 400 milliards de dollars par an. Comblant ce manque exige davantage que des sources de financement traditionnelles : il faut des solutions de capital innovantes, capables de mobiliser des ressources à grande échelle et de les orienter vers des investissements transformateurs.

## Renforcer les marchés de capitaux pour soutenir la transformation

Le développement de marchés de capitaux robustes est essentiel pour mobiliser l'investissement à long terme et soutenir la transformation économique de l'Afrique. En proposant des sources de financement alternatives au crédit bancaire traditionnel, ces marchés permettent aux États et aux entreprises d'accéder à des capitaux pour les infrastructures, l'industrialisation et les projets de développement durable. La Banque africaine de développement souligne régulièrement l'importance d'approfondir les marchés de capitaux afin d'améliorer l'accès à des financements abordables et de renforcer la résilience financière du continent.

Maurice illustre la manière dont une infrastructure de marché sophistiquée peut faciliter la mobilisation des capitaux. Le pays abrite deux bourses : la Stock Exchange of Mauritius (SEM) et AFRINEX Stock Exchange (« AFRINEX »). Grâce à des plateformes de cotation spécialisées au service d'émetteurs locaux, internationaux et panafricains, elles offrent diverses opportunités de levée de capitaux aux entreprises et aux véhicules d'investissement. AFRINEX s'affirme également comme une plateforme reliant les émetteurs africains aux investisseurs

mondiaux au moyen de produits multidevises et de solutions de financement innovantes.

## Faciliter le commerce pour accélérer la transformation industrielle

La transformation industrielle ne peut reposer sur le seul investissement en capital. Elle exige un écosystème commercial propice, capable de relier les entreprises à de plus grands marchés, d'intégrer les réseaux de production et de favoriser leur participation aux chaînes de valeur régionales et mondiales. À cet égard, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue une initiative politique transformatrice susceptible de remodeler le paysage économique du continent. En établissant un marché unifié de plus de 1,4 milliard de personnes, la ZLECAf devrait réduire les obstacles structurels au commerce, stimuler la compétitivité industrielle, favoriser les économies d'échelle et encourager l'investissement dans l'industrie manufacturière et les secteurs à valeur ajoutée.

## CONCLUSION

La transformation de l'Afrique dépend non seulement de la mobilisation des capitaux, mais aussi de leur structuration de manière à équilibrer les risques, attirer des investisseurs diversifiés et orienter les ressources vers les priorités de développement à long terme. Le financement mixte, les structures de capital en tranches et la mobilisation de l'épargne institutionnelle nationale offrent de puissants mécanismes pour combler le déficit de financement du continent, tandis que des marchés de capitaux robustes et des cadres favorables au commerce renforcent la résilience et la compétitivité. En alignant des solutions de financement innovantes sur l'industrialisation, les infrastructures et l'intégration régionale, l'Afrique peut libérer son immense potentiel économique et accélérer sa progression vers une croissance durable et une compétitivité mondiale.

ILLUSTRATION ÉDITORIALE : DES ACTIFS PRODUCTIFS SOUTENUS PAR DES CAPITAUX STRUCTURÉS EN TRANCHES.

**Des capitaux en tranches peuvent concilier rendements commerciaux et résultats de développement à long terme.**



### À PROPOS DE L'AUTEUR

#### Ziyad Bundhun

Ziyad Bundhun est Chief Executive Officer d'AFG Capital. Il possède plus de 30 ans d'expérience en finance d'entreprise, capital-investissement et banque, avec une expertise en origination d'opérations, structuration d'investissements et conseil en fusions-acquisitions. Il a précédemment fondé New Africa Advisors et occupé des fonctions dirigeantes chez Rogers Group et MCB Capital Partners.

Chief Executive Officer, AFG Capital



PERSPECTIVE EXÉCUTIVE



# MCB mobilise un milliard de dollars pour dynamiser le commerce africain

Un engagement majeur en faveur du financement du commerce et de la croissance africaine

L'enveloppe dédiée de MCB vise à élargir le financement du commerce, renforcer les chaînes de valeur régionales et accélérer la transformation économique de l'Afrique.



UNE PERSPECTIVE DE

**Arnaud Levasseur**

Executive Vice President, Global Trade Solutions | Global Transaction Banking BU | Corporate and Institutional Banking SBU



## Le commerce intra-africain est un moteur essentiel de la croissance.

### Un engagement audacieux en faveur de l'avenir de l'Afrique

MCB a annoncé le lancement d'une enveloppe dédiée de 1 milliard de dollars pour le financement du commerce, renforçant ainsi son engagement en faveur des échanges africains et d'une transformation économique durable à travers le continent.

Cette initiative marque une étape majeure dans la stratégie de croissance africaine de MCB et témoigne de la confiance du Groupe dans le potentiel économique du continent. Au cours des quatre prochaines années, l'enveloppe combinera des facilités financées et des instruments non financés de financement du commerce, afin de faciliter les échanges, de renforcer les chaînes de valeur et de soutenir les entreprises actives en Afrique.

Cette annonce intervient alors que le commerce intra-africain s'affirme comme un moteur essentiel de la croissance économique. En améliorant l'accès au financement du commerce à des conditions compétitives et sans prime de

risque perçue, MCB entend aider les entreprises à saisir les opportunités offertes sur le continent tout en contribuant à une intégration régionale plus profonde.

### Créer une dynamique grâce à des partenariats stratégiques

Le lancement s'appuie sur des actions concrètes déjà engagées par MCB. En mai, le Groupe a signé une lettre d'intention aux côtés de Proparco et de banques africaines partenaires dans le cadre de l'Africa AgriTrade Coalition, réaffirmant son rôle dans la mobilisation de solutions financières innovantes au service d'une activité économique durable.

Ce nouvel engagement renforce encore le rôle de MCB comme partenaire de confiance des entreprises souhaitant se développer sur les marchés africains. Grâce à des solutions de financement du commerce sur mesure, la Banque vise à fluidifier les transactions transfrontalières, à améliorer la liquidité des entreprises et à faciliter la circulation des biens et des services à travers le continent.

#### REGARD EXÉCUTIF

## Le financement du commerce fournit le fonds de roulement qui met les biens africains en mouvement et relie les marchés régionaux.

FINANCEMENT DU COMMERCE / LIQUIDITÉ / CHAÎNES DE VALEUR / ZLECAF

## Soutenir l'intégration régionale et la création de valeur

L'initiative porte une ambition claire : favoriser des chaînes de valeur régionales plus solides et plus inclusives. L'enveloppe de 1 milliard de dollars est expressément conçue pour soutenir le commerce intra-africain conformément aux objectifs de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui vise à établir l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde.

En aidant les entreprises à se connecter plus efficacement au-delà des frontières, MCB contribue au développement de chaînes d'approvisionnement résilientes, à une compétitivité accrue et à de nouvelles opportunités économiques pour les entreprises africaines.

L'initiative est particulièrement pertinente à un moment où l'accès au financement du commerce demeure l'un des principaux défis des entreprises du continent. Par cet engagement, MCB contribue à combler les déficits de financement et permet aux entreprises de saisir des opportunités de croissance créatrices de valeur à long terme pour les économies comme pour les communautés.

## En cohérence avec Vision 2030

L'enveloppe de financement du commerce s'inscrit pleinement dans la Vision 2030 de MCB, qui place la croissance durable, l'intégration régionale et les partenariats de long terme au cœur des ambitions stratégiques du Groupe.

## Commentant cette annonce, Thierry Hebraud, Chief Executive Officer de MCB, a déclaré :

« Le commerce intra-africain est un moteur essentiel de la croissance. Consacrer 1 milliard de dollars au financement du commerce envoie un signal fort quant à nos ambitions sur le continent africain et s'inscrit naturellement dans notre Vision 2030. Nous réaffirmons notre engagement à accompagner concrètement la transformation économique de l'Afrique, en favorisant une croissance durable, en approfondissant l'intégration régionale et en soutenant nos clients. »

## Accélérer le prochain chapitre de la croissance africaine

Par cet engagement historique, MCB continue de renforcer sa position de partenaire de premier plan du financement du commerce en Afrique. Au-delà de l'apport de capitaux, l'initiative démontre la détermination de la Banque à libérer les opportunités, à soutenir la résilience économique et à accélérer l'intégration du continent aux écosystèmes commerciaux régionaux et mondiaux.

À mesure que le paysage commercial africain évolue, MCB se positionne à l'avant-garde de cette transformation, en donnant aux entreprises les moyens d'agir, en reliant les marchés et en favorisant une croissance durable sur l'ensemble du continent.

ILLUSTRATION ÉDITORIALE : FINANCE, PRODUCTION ET INFRASTRUCTURES COMMERCIALES FONCTIONNANT COMME UN SEUL SYSTÈME.

**Le financement du commerce relie les entreprises productives à la liquidité, aux chaînes de valeur régionales et aux marchés transfrontaliers.**



### À PROPOS DE L'AUTEUR

#### Arnaud Levasseur

Arnaud Levasseur est Executive Vice President for Global Trade Solutions at MCB. Il dirige une équipe spécialisée dans le financement du commerce et exerce la fonction de Director of MCB Trade Services, avec pour priorité le développement du commerce africain et le soutien à la croissance commerciale transfrontalière.

Executive Vice President, Global Trade Solutions, MCB



# Let's broaden perspectives

With its unique positioning at the crossroads of continents and its cultural diversity, the Mauritius Commercial Bank is committed to supporting projects that empower Africa sustainably.

With more than 185 years of expertise, an 'Investment Grade' rating from Moody's and its ability to adapt to its clients' and partners' challenges, MCB continues to build the African success with you.

CORPORATE & INSTITUTIONAL BANKING | GLOBAL MARKETS |  
INVESTMENT BANKING | PRIVATE EQUITY | PRIVATE WEALTH MANAGEMENT |  
SUSTAINABLE FINANCE | TRANSACTIONAL BANKING

Find us on [mcbgroup.com](https://mcbgroup.com)



Download our  
brochure





PERSPECTIVE EXÉCUTIVE



# Réduire les risques des investissements stratégiques en Afrique

Libérer les capitaux grâce au transfert des risques

Le risque d'investissement doit être compris, structuré et transféré, plutôt que considéré comme une raison d'éviter les marchés de croissance africains.



UNE PERSPECTIVE DE  
**Jean-Alain Francis**  
CEO, EIIGeo Re (Mauritius) Ltd



## De l'évitement du risque à la croissance maîtrisée.

### Introduction

L'Afrique est de plus en plus reconnue comme une destination stratégique pour l'investissement. Le continent associe une dynamique démographique de long terme à d'importants déficits d'infrastructures, des marchés de consommation en croissance, d'abondantes ressources naturelles et des écosystèmes numériques en expansion. De vastes régions restent également insuffisamment desservies par les services financiers, l'assurance et les infrastructures essentielles, créant des opportunités d'investissement à la fois commerciales et porteuses de développement.

Dans le même temps, l'Afrique ne peut être considérée comme un marché unique et uniforme. Chaque juridiction possède son propre contexte politique, son cadre réglementaire, son environnement monétaire, sa culture des affaires et son profil de risque. Les investisseurs qui réussissent sur le continent sont généralement ceux qui conjuguent ambition et discipline : ils comprennent les réalités locales, nouent des partenariats solides et mettent en place des outils structurés d'atténuation des risques avant d'engager leurs capitaux.

Du point de vue d'EllGeo Re, le débat sur l'investissement en Afrique doit donc dépasser le simple récit opposant fort potentiel et risque élevé. Une lecture plus utile est celle d'une opportunité maîtrisée. La question centrale n'est pas de savoir si les risques existent, mais s'ils peuvent être évalués, tarifés, répartis et transférés de façon à permettre aux capitaux de participer avec confiance à la croissance africaine.

### 1. Perspective de marché : flux d'investissement, opportunités et risques

#### 1.1 Flux d'investissement et secteurs porteurs

L'intérêt des investisseurs pour l'Afrique continue de s'appuyer sur des fondamentaux structurels. Les besoins du continent sont considérables, notamment dans l'énergie, le transport, la logistique, l'eau, la santé, le logement, l'agriculture et les infrastructures numériques. Ils constituent un vaste portefeuille de projets susceptible d'attirer des capitaux institutionnels, des financements du développement, du capital-investissement, des investisseurs stratégiques et des partenariats public-privé.

Plusieurs secteurs se distinguent par leur pertinence pour l'allocation de capitaux à long terme :

#### 1.2 Le paysage des risques pour les investisseurs

L'opportunité d'investissement est claire, mais les investisseurs doivent gérer un large éventail de risques. Ceux-ci varient d'un marché à l'autre, mais déterminent souvent la faisabilité des projets, les conditions de financement et l'appétit des investisseurs.

Le risque politique et réglementaire reste une préoccupation centrale. Les investisseurs peuvent être confrontés à des changements de politique, des retards d'autorisation, l'évolution des exigences de contenu local, la remise en cause de contrats, une intervention accrue de l'État, des préoccupations liées à l'expropriation ou des restrictions au transfert de devises. Même lorsque l'orientation générale des réformes est positive, l'incertitude réglementaire peut influencer sur le calendrier et l'économie des projets.

Le risque de change et le risque macroéconomique sont tout aussi importants. De nombreux projets génèrent des revenus en monnaie locale alors que le service de la dette, l'achat d'équipements ou les attentes de rendement des investisseurs peuvent être libellés en devises fortes. L'inflation, les mouvements de taux d'intérêt, la dépréciation des monnaies et les contraintes de liquidité en devises peuvent tous affecter les rendements.

Les risques opérationnels et d'infrastructures peuvent également être déterminants. Les coupures d'électricité, les goulets d'étranglement logistiques, la congestion portuaire, les retards d'approvisionnement, la défaillance d'entrepreneurs, les pénuries de compétences et les perturbations sécuritaires peuvent augmenter le coût des projets ou retarder la génération de revenus.

Les risques climatiques et de catastrophes naturelles prennent une importance croissante. Sécheresses, inondations, cyclones, incendies de forêt et autres événements météorologiques extrêmes peuvent endommager les actifs, interrompre les opérations et fragiliser les flux de trésorerie sur lesquels reposent les modèles d'investissement.

Les risques sécuritaires, sociaux et communautaires doivent également être pris au sérieux. Les violences politiques, les troubles civils, le terrorisme, les conflits du travail, les litiges fonciers et l'opposition des communautés peuvent affecter à la fois la protection des actifs et l'acceptabilité sociale des activités.

## 2. Stratégies de réduction des risques pour les investisseurs stratégiques

La réduction des risques doit être comprise comme une discipline à plusieurs niveaux. Aucun outil ne peut supprimer toute incertitude et aucun investisseur ne devrait s'en remettre uniquement aux protections contractuelles. Une approche efficace associe sélection des marchés, structuration, gouvernance, transfert des risques et suivi continu.

### 2.1 Diversification du portefeuille

Répartir l'exposition entre plusieurs pays, secteurs, contreparties et devises contribue à réduire le risque de concentration. La diversité de l'Afrique peut devenir une source de résilience lorsque les investisseurs évitent une dépendance excessive à une seule juridiction, à un cycle politique ou à une matière première.

### 2.2 Partenariats locaux solides

Les partenariats locaux améliorent la connaissance du marché, le dialogue avec les parties prenantes et l'exécution opérationnelle. Des partenaires locaux réputés peuvent aider les investisseurs à comprendre les attentes réglementaires, les dynamiques communautaires, les réalités de l'approvisionnement et les pratiques informelles qui ne sont pas toujours visibles de l'extérieur.

### 2.3 Vérification diligente rigoureuse

La vérification diligente renforcée doit aller au-delà de la modélisation financière. Elle doit comprendre l'évaluation du

risque politique, la cartographie réglementaire, le contrôle des sanctions, l'examen ESG, l'analyse des risques climatiques, l'évaluation des contreparties, la vérification des titres fonciers, l'examen fiscal et les tests de résilience opérationnelle.

### 2.4 Structuration contractuelle et financière

Les investisseurs peuvent réduire les risques grâce à des contrats bien conçus, des droits de substitution, des clauses d'arbitrage, des dispositions relatives à la force majeure, des garanties de bonne exécution, des comptes séquestres, des garanties, des engagements contractuels et des comptes de réserve. Le cas échéant, les institutions de financement du développement et les agences multilatérales peuvent fournir des garanties ou des tranches concessionnelles améliorant la bancabilité.

### 2.5 Financement mixte et partenariats public-privé

Le financement mixte peut attirer les capitaux privés en associant financement commercial, ressources concessionnelles, garanties, assistance technique ou protection contre les premières pertes. Les partenariats public-privé peuvent également être utiles lorsque des infrastructures publiques requièrent l'efficacité du secteur privé et des capitaux de long terme, à condition que les risques soient répartis de manière transparente et réaliste.

### 2.6 Gestion des risques d'entreprise

Les investisseurs doivent maintenir une gestion active des risques d'entreprise pendant toute la durée de l'investissement. Celle-ci comprend la planification de scénarios, les tests de résistance, les plans de continuité d'activité, la préparation à la cybersécurité, les plans d'adaptation climatique et l'examen périodique de l'adéquation des assurances.

ILLUSTRATION ÉDITORIALE : DES INGÉNIEURS DES RISQUES ÉVALUENT UNE INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE.

L'ingénierie des risques et la réassurance renforcent la résilience des actifs stratégiques.



### 3. Le rôle de l'assurance et de la réassurance

L'assurance et la réassurance sont parfois considérées comme des éléments techniques secondaires dans les discussions sur l'investissement. En réalité, elles font partie de l'infrastructure qui rend l'investissement possible. Elles transforment des expositions incertaines en risques structurés, tarifés et transférables. Elles peuvent ainsi améliorer les conditions de financement, satisfaire les exigences des prêteurs, protéger les flux de trésorerie des projets et renforcer la confiance des investisseurs.

Ce rôle est particulièrement important en Afrique, où de nombreux investissements stratégiques concernent des actifs importants, de longs horizons, des environnements complexes de parties prenantes et une exposition à des événements potentiellement graves mais difficiles à prévoir.

#### 3.1 Assurance contre les risques politiques

L'assurance contre les risques politiques peut protéger les investisseurs et les prêteurs contre les pertes résultant d'événements politiques ou gouvernementaux. Selon les termes du contrat, la couverture peut inclure l'expropriation, l'inconvertibilité des devises, les restrictions de transfert, les violences politiques, la rupture de contrat, le non-paiement souverain ou des risques connexes.

Cette couverture peut s'avérer particulièrement précieuse lorsque les fondamentaux d'un projet sont solides, mais que la perception du risque-pays freine les prêteurs ou les investisseurs en fonds propres. Elle ne remplace pas une analyse rigoureuse du pays, mais peut rendre finançables des investissements qui, autrement, ne le seraient pas.

#### 3.2 Couvertures construction, ingénierie et infrastructures

Les grands projets exigent des programmes d'assurance soigneusement structurés, tant pendant la construction que durant l'exploitation. Selon le projet, peuvent être pertinentes les assurances tous risques chantier, tous risques montage, retard de démarrage, responsabilité civile, transport maritime

de marchandises, matériel d'entrepreneur, responsabilité professionnelle et dommages aux biens en exploitation.

L'objectif n'est pas simplement d'acheter une assurance, mais de veiller à ce que le programme corresponde au profil de risque, aux responsabilités contractuelles et à la structure de financement du projet.

#### 3.3 Assurance-crédit et assurance des risques commerciaux

À mesure que le commerce régional se développe, l'assurance-crédit et l'assurance des risques commerciaux peuvent soutenir le financement des créances, la confiance des fournisseurs et les échanges transfrontaliers. Ces solutions protègent contre la défaillance ou l'insolvabilité de l'acheteur, les retards de paiement ou les événements de non-paiement politique, renforçant ainsi la gestion du fonds de roulement et les flux commerciaux.

#### 3.4 Solutions climatiques, agricoles et paramétriques

Le risque climatique exige de plus en plus des solutions capables de fournir rapidement des liquidités après un événement défavorable. L'assurance paramétrique est particulièrement utile lorsque les indemnités sont déclenchées par des indicateurs objectifs tels que la vitesse du vent, le niveau des précipitations, la gravité d'une sécheresse ou l'intensité sismique. L'assurance agricole, les produits indiciaires météorologiques et les couvertures contre les catastrophes peuvent protéger les moyens de subsistance, les chaînes d'approvisionnement et les rendements des investissements.

#### 3.5 Capacité de réassurance et confiance du marché

La réassurance renforce la capacité des assureurs locaux et régionaux à couvrir des risques importants ou complexes. En répartissant les expositions sur des marchés plus larges, elle accroît la capacité de souscription, soutient la solvabilité, permet des engagements plus élevés et encourage l'innovation produit.

#### REGARD EXÉCUTIF

## L'assurance transforme des expositions incertaines en risques structurés, tarifés et transférables.

ÉVALUER / TARIFER / RÉPARTIR / TRANSFÉRER

Pour les investisseurs, la présence d'une réassurance crédible peut renforcer la confiance dans la capacité des dispositifs de transfert des risques à fonctionner au moment nécessaire. Pour les assureurs, elle apporte la capacité et le soutien technique requis pour participer à des investissements stratégiques qui dépasseraient autrement l'appétit du marché local.

### 3.6 Le rôle du courtage et du conseil

Un intermédiaire spécialisé en assurance et réassurance joue un rôle de conseil important dans le processus de réduction des risques. Il analyse les expositions, conçoit les structures de programme, accède aux marchés appropriés, coordonne les capacités locales et internationales, examine les clauses contractuelles, accompagne la préparation des sinistres et aide les investisseurs à comprendre comment l'assurance s'insère dans le cadre général de répartition des risques.

Du point de vue d'EllGeo Re, ce rôle de conseil est particulièrement pertinent en Afrique, car les solutions efficaces exigent souvent à la fois un accès aux marchés internationaux et une compréhension du contexte local. La capacité à relier investisseurs, assureurs, réassureurs, prêteurs et parties prenantes locales est essentielle pour rendre le transfert des risques concret et commercialement pertinent.

### Conclusion : de l'évitement du risque à la croissance maîtrisée

L'argumentaire d'investissement en faveur de l'Afrique n'est ni une simple promesse ni un simple avertissement sur les risques. Il s'agit d'une trajectoire de croissance complexe mais convaincante, qui exige une exécution rigoureuse. Les capitaux continueront de rechercher des opportunités dans les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, la technologie, la santé, les minerais et la résilience climatique. La question est de savoir si ces opportunités peuvent être structurées de manière à donner aux investisseurs la confiance nécessaire pour s'engager à long terme.

La réduction des risques n'est donc pas périphérique à l'avenir de l'investissement en Afrique : elle en est un élément central. Les investisseurs ont besoin d'une vérification diligente

robuste, de partenariats solides, de structures financières appropriées, de protections contractuelles fiables et d'une gestion active des risques d'entreprise. Tout aussi important, ils ont besoin de solutions d'assurance et de réassurance capables d'absorber la volatilité, de protéger les flux de trésorerie et d'améliorer la bancabilité des projets.

L'assurance et la réassurance ne suppriment pas l'incertitude. Elles la rendent maîtrisable. En transférant des risques définis vers des marchés conçus pour les porter, les investisseurs peuvent se concentrer sur la construction d'entreprises, d'infrastructures et d'actifs productifs. Pour l'Afrique, cela signifie des projets plus résilients, des structures de financement plus solides et une plus grande capacité à convertir les opportunités en développement durable.

EllGeo Re estime que la prochaine phase de croissance de l'investissement en Afrique dépendra de la collaboration dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'investissement, de la finance, de l'assurance et de la réassurance. Les institutions qui réussiront seront celles qui ne se contentent pas d'identifier une opportunité, mais contribuent à la rendre investissable.

« L'objectif n'est pas d'éviter les risques de l'Afrique, mais de les structurer intelligemment afin que les capitaux puissent participer avec confiance à sa croissance. »

### À propos de l'auteur

Jean-Alain Francis est Chief Executive Officer of EllGeo Re (Mauritius) Ltd, intermédiaire en assurance et réassurance centré sur l'Afrique. Fellow of the Chartered Insurance Institute (FCII) et titulaire d'un MBA de l'Université Heriot-Watt, il possède plus de 30 ans d'expérience dans les secteurs de l'assurance et de la réassurance. Il a occupé de hautes fonctions de direction chez Munich Re, Swan General Insurance et EllGeo Re, avec des responsabilités couvrant Maurice, l'Afrique et les marchés internationaux. Passionné par le rôle de la gestion des risques et de l'assurance dans le développement économique, il est reconnu pour son expertise en stratégie de réassurance, en développement de marchés et en solutions de transfert des risques sur le continent africain. Il est également Board Member of the Organisation of Eastern and Southern African Insurers (OESAI).

#### REGARD EXÉCUTIF

## Une croissance maîtrisée exige une collaboration entre finance, assurance et opérations.

ÉVALUER / TARIFER / RÉPARTIR / TRANSFÉRER





**Our vision is to be a leading solutions provider for insurance and reinsurance in Sub-Saharan Africa**



**20+ YEARS**  
of operation



**23**  
Team Members



**80+ Years**  
combined experience  
of Management team



Broker to **Top-Tier**  
Insurance companies



Working with  
**100+**  
reinsurers



THE NAIROBI  
DECLARATION ON  
SUSTAINABLE  
INSURANCE



Area of Operation  
**Indian Ocean  
and Africa**



**USD 100M+**  
Volume of  
premium handled



Forms part of **IBL Group**  
which is the largest  
conglomerate in the Indian  
Ocean and is listed on the  
Stock Exchange of Mauritius

**Growth ♦ Forward Looking ♦ We Make it Happen**



# Cinq secteurs stratégiques au service de la souveraineté économique.

01

## Agro-industrie

Les systèmes alimentaires, la transformation, la chaîne du froid et les infrastructures d'exportation peuvent convertir la demande croissante en chaînes de valeur productives.

02

## Mines et chaînes de valeur

Les minerais critiques créent davantage de valeur lorsque l'extraction est reliée à la transformation locale, à l'industrie manufacturière et aux chaînes d'approvisionnement régionales.

03

## Énergie

La production, les réseaux, le stockage et l'énergie distribuée sont indispensables à une industrie compétitive et à une production fiable.

04

## Plateformes industrielles et logistiques

Parcs industriels, ports, rail, entrepôts et corridors relient les capacités productives aux marchés régionaux et mondiaux.

05

## Infrastructures et solutions TradeTech

Les plateformes de commerce numérique, les centres de données, la connectivité et les systèmes interopérables peuvent réduire les frictions entre marchés africains.





# L'Afrique à l'échelle industrielle. L'architecture du capital qui la soutient.

L'échelle crée la possibilité.  
La structure détermine si  
les capitaux atteignent les  
actifs productifs.

## 01 / ÉCHELLE Marché, population et demande productive

**2,5 Md**

Population projetée en 2050.

**1,4 Md**

Personnes reliées par le marché de la ZLECAf.

**3 400 Md\$**

PIB combiné représenté par la ZLECAf.

**16 %**

Part actuelle du commerce intra-africain.

**600 M**

Africains qui n'ont toujours pas accès à l'électricité.

**150 Md\$**

Investissements requis pour combler le déficit énergétique d'ici 2035.

## ARCHITECTURE DU CAPITAL

La finance devient transformatrice lorsqu'elle est reliée aux actifs productifs, aux corridors et aux échanges.

## 02 / STRUCTURE Capital, risque et investissabilité

**18 Md\$**

Transactions de financement mixte réparties sur 123 opérations en 2024.

**1 100 Md\$**

Actifs gérés par les investisseurs institutionnels nationaux africains.

**775 Md\$**

Actifs de pension et d'assurance estimés par Africa Finance Corporation.

**130-170 Md\$**

Besoin annuel de financement des infrastructures.

**400 Md\$+**

Déficit annuel de financement du développement durable.

**Risque + rendement**

Les structures mixtes, en tranches et assurées rendent les projets investissables.

# Les preuves derrière la conversation.

Cette édition s'appuie sur les publications institutionnelles, les jeux de données et les sources ci-dessous. Les chiffres restent attribuables à la contribution dans laquelle ils apparaissent.

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>01 Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales</b><br/><b>Perspectives de la population mondiale 2024</b><br/>Projections démographiques citées dans l'article de couverture et les données exécutives.<br/><a href="http://un.org/development/desa/pd/content/world-population-prospects-2024">un.org/development/desa/pd/content/world-population-prospects-2024</a></p> <p><b>02 Union africaine</b><br/><b>Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine</b><br/>Contexte relatif au marché de la ZLECAf, à l'intégration et à l'architecture des échanges.<br/><a href="http://au-afcfta.org/afcfta-legal-texts/">au-afcfta.org/afcfta-legal-texts/</a></p> <p><b>03 Banque mondiale</b><br/><b>Accès à l'énergie en Afrique subsaharienne</b><br/>Contexte de l'accès à l'électricité et des infrastructures cité dans l'article de couverture.<br/><a href="http://worldbank.org/en/news/press-release/2024/04/17/new-partnership-aims-to-connect-300-million-to-electricity-by-2030">worldbank.org/en/news/press-release/2024/04/17/new-partnership-aims-to-connect-300-million-to-electricity-by-2030</a></p> <p><b>04 Groupe de la Banque africaine de développement</b><br/><b>Perspectives économiques en Afrique et recherche sur le financement des infrastructures</b><br/>Besoins en infrastructures et contexte des marchés de capitaux cités dans cette édition.<br/><a href="http://afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-invests-20-million-infrastructure-fund-catalyze-continental-development-73143">afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-invests-20-million-infrastructure-fund-catalyze-continental-development-73143</a></p> <p><b>05 Convergence Blended Finance</b><br/><b>État du financement mixte 2025</b><br/>Données sur les transactions de financement mixte citées dans la perspective d'AFG Capital.<br/><a href="http://convergence.finance/resource/state-of-blended-finance-2025/view">convergence.finance/resource/state-of-blended-finance-2025/view</a></p> <p><b>06 Africa Finance Corporation</b><br/><b>Capitaux institutionnels et recherche sur les infrastructures africaines</b><br/>Estimations des actifs de pension et d'assurance citées dans les données sur l'architecture du capital.<br/><a href="http://africafc.org/">africafc.org/</a></p> <p><b>07 Banque mondiale</b><br/><b>Programme pour une économie bleue au service d'une Afrique résiliente</b><br/>Contexte des investissements dans l'économie bleue et de la résilience cité dans l'article de couverture.<br/><a href="http://worldbank.org/en/topic/environment/brief/blue-economy-for-resilient-africa-program">worldbank.org/en/topic/environment/brief/blue-economy-for-resilient-africa-program</a></p> <p><b>08 Meta Engineering / RTI International</b><br/><b>Câbles sous-marins et analyse de l'impact économique de 2Africa</b><br/>Effets de la connectivité numérique cités dans l'analyse de l'architecture des échanges.<br/><a href="http://engineering.fb.com/2020/11/19/connectivity/subsea-cables/">engineering.fb.com/2020/11/19/connectivity/subsea-cables/</a></p> | <p><b>09 Global Witness</b><br/><b>Enquête sur les déplacements liés au corridor de Lobito</b><br/>Risques sociaux et de gouvernance associés au développement du corridor.<br/><a href="http://globalwitness.org/en/campaigns/transition-minerals/thousands-in-drc-could-face-eviction-from-lobito-corridor-railway/">globalwitness.org/en/campaigns/transition-minerals/thousands-in-drc-could-face-eviction-from-lobito-corridor-railway/</a></p> <p><b>10 MIGA et AfrexInsure</b><br/><b>Assurance contre les risques politiques, garanties et rehaussement de crédit</b><br/>Mécanismes d'atténuation des risques examinés dans la perspective d'Orison Legal.<br/><a href="http://miga.org/">miga.org/</a></p> <p><b>11 Société financière internationale</b><br/><b>Investissement privé et financement du développement en Afrique</b><br/>Contexte de l'investissement institutionnel et du financement de projets cité dans les contributions.<br/><a href="http://ifc.org/en/where-we-work/africa">ifc.org/en/where-we-work/africa</a></p> <p><b>12 Banque Africaine d'Import-Export</b><br/><b>Financement du commerce, garanties et développement industriel africain</b><br/>Mécanismes d'Afreximbank et d'AfrexInsure cités dans les perspectives mauriciennes.<br/><a href="http://afreximbank.com/">afreximbank.com/</a></p> <p><b>13 Standard Chartered</b><br/><b>Recherche sur l'économie bleue et la finance durable</b><br/>Besoins d'investissement marin cités dans l'article de couverture.<br/><a href="http://sc.com/en/sustainability/">sc.com/en/sustainability/</a></p> <p><b>14 OCDE et Groupe d'action financière</b><br/><b>Normes internationales de transparence fiscale et d'intégrité financière</b><br/>Normes de gouvernance et de transparence citées dans les perspectives mauriciennes.<br/><a href="http://fatf-gafi.org/">fatf-gafi.org/</a></p> <p><b>15 EII Geo Re (Mauritius) Ltd</b><br/><b>Réduire les risques des investissements stratégiques en Afrique</b><br/>Priorités sectorielles et cadre de discipline des risques fournis pour cette édition.<br/><a href="http://ellgeore.com/">ellgeore.com/</a></p> <p><b>16 MCB Group</b><br/><b>Une enveloppe de 1 milliard de dollars pour le financement du commerce africain</b><br/>Article institutionnel fourni pour cette édition sur l'engagement de MCB en faveur du commerce intra-africain et de la transformation économique.<br/><a href="http://mcbgroup.com/">mcbgroup.com/</a></p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## NOTE ÉDITORIALE

Les liens sont fournis à des fins de vérification et d'approfondissement. Les chiffres restent attribuables aux contributions et aux sources institutionnelles indiquées ci-dessus.



# L'Afrique que nous choisissons de financer.

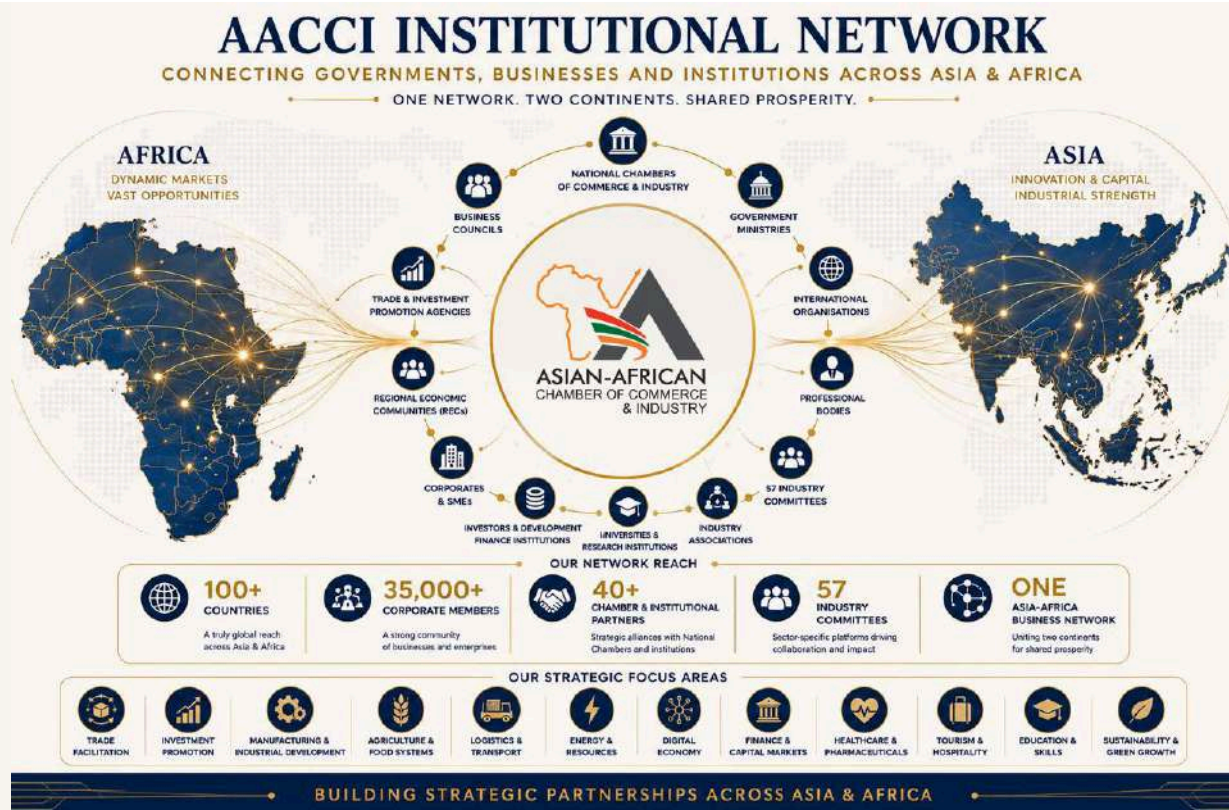
La transformation industrielle n'est pas une ambition abstraite. Elle est visible dans les ports, les systèmes énergétiques, les usines, les réseaux numériques, les corridors de transport et les entreprises qui les relient.

La question centrale est de savoir si les capitaux seront structurés pour bâtir ces systèmes à la vitesse et à l'échelle dont le continent a besoin. Cela exige une finance patiente, une gouvernance crédible, un transfert sophistiqué des risques et une architecture des échanges conçue pour créer de la valeur en Afrique.

Maurice peut y contribuer en rendant l'investissement transfrontalier plus intelligible, mieux protégé et plus compétitif. Elle a la possibilité de devenir une plateforme depuis laquelle les capitaux ne se contentent pas d'entrer en Afrique : ils l'aident à produire, à se connecter et à commercer.

L'avenir décrit dans ces pages n'est pas inévitable. Il sera déterminé par la qualité des institutions, des partenariats et des choix d'investissement réalisés aujourd'hui.

## La confiance est l'infrastructure qui soutient le capital.





THE AFRICA I SEE CHRONICLE / ÉBÈNE 2026

# Financer le siècle industriel de l'Afrique



MOBILISER LES CAPITAUX • GÉRER LES RISQUES • FACILITER LES ÉCHANGES

CAPITAL. CONFIANCE. CAPACITÉ PRODUCTIVE.

VISITER [LOGI-CONSULT.COM](https://logi-consult.com)

PUBLIÉ EN COLLABORATION STRATÉGIQUE AVEC



Rogers Capital



ORISON  
LEGAL

